



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 19 MAI 1951

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MAY 19th, 1951

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc. sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annoncés, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
29088 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
29088 — 1-52

Lettres patentes

Anchor Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du 12 mars 1951, constituant en corporation: Samuel Chait, avoca, Harry Lyon Aronovitch, avocat, et Freda Pomerance, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger comme une corporation de portefeuille et de placements sous le nom de "Anchor Investments Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mars 1951.

L'Assistant-procureur général,

30137

L. DÉSILETS.

Letters Patent

Anchor Investments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twelfth day of March, 1951, incorporating: Samuel Chait, advocate, Harry Lyon Aronovitch, advocate, and Freda Pomerance, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Anchor Investments Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of the par value of \$100 each, and 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

30137-o

Association des Industriels de Rimouski

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du neuf mars 1951, constituant en corporation sans Capital-actions: Arthur Gendreau, avocat, Pierre-Paul Gagnon, médecin, et Gabriel Gagnon, employé civil, tous de Rimouski, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, sous le nom de "Association des Industriels de Rimouski".

Les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux à l'argent, les jeux de hasard, les jeux de hasard et d'habileté, les paris illégaux, et ne permettent pas non plus à la corporation de demander, obtenir ou exploiter une licence octroyée par la Commission des Liqueurs de Québec;

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137-0 L. DÉSILETS.

Association des Industriels de Rimouski

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the ninth day of March, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Arthur Gendreau, advocate, Pierre-Paul Gagnon, physician, and Gabriel Gagnon, civil servant, all of Rimouski, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To promote the economic, social and moral interests of its members, under the name of "Association des Industriels de Rimouski".

The powers granted do not allow gambling, games of chance or mixed games of chance and skill, illegal betting, nor do they allow the corporation to apply for, secure or operate a license granted by the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137 Deputy Attorney General.

Association des Propriétaires de Chevaux de Course sous Harnais

The Association of Owners of Harness Race Horses

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mars 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Josaphat Couture, bourgeois, H. Moreau, rentier, de la cité de Montréal, Arcade Lemay, cordonnier, de Pointe-aux-Trembles, et Jean Jodoin, cultivateur, de Longueuil, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Protéger les intérêts des propriétaires de chevaux de course sous harnais, sous le nom de "Association des Propriétaires de chevaux de Course sous Harnais" — "The Association of Owners of Harness Race Horses".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137-0 L. DÉSILETS.

Association des Propriétaires de Chevaux de Course sous Harnais

The Association of Owners of Harness Race Horses

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Josaphat Couture, retired, H. Moreau, annuitant, of the city of Montreal, Arcade Lemay, shoemaker, of Pointe-aux-Trembles, and Jean Jodoin, farmer, of Longueuil, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To protect the interests of owners of harness race horses, under the name of "Association des Propriétaires de Chevaux de Course sous Harnais" — "The Association of Owners of Harness Race Horses".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137 Deputy Attorney General.

Atta Girl Frocks Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux mars 1951, constituant en corporation: Albert Malouf, avocat, Joseph Rodolphe Lemire, agent, tous deux d'Outremont, Peter Shorteno, avocat, de la ville de Mont-Royal, et Claire Lapointe, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Atta Girl Frocks Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of March, 1951, incorporating: Albert Malouf, advocate, Joseph Rodolphe Lemire, agent, both of Outremont, Peter Shorteno, advocate, of the Town of Mount-Royal, and Claire Lapointe, spinster, of the city of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements et toutes les variétés de tissus accessoires d'habillement sous le nom de "Atta Girl Frocks Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 3,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune, et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137 L. DÉSILETS.

Atelier Bureau Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mars 1951, constituant en corporation: Pierre Bureau, Philippe Bureau, ébénistes, et Paul Bureau, menuisier, tous de Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Entreprendre la fabrication, l'achat, la vente, la réparation de meubles et articles meublants, en bois, métal, cuir, plastique et les sous produits d'iceux; faire le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Atelier Bureau Limitée", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général le huit mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137-o L. DÉSILETS.

Baieville Wandering Foot Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du douze mars 1951, constituant en corporation: Dr Simon Biron, médecin vétérinaire, Robert Bélisle, contracteur, et Clovis Gauthier, restaurateur, tous de Baieville, district judiciaire de Richelieu, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes d'escarpins, pantoufles, sandales et toutes chaussures quelconques;

Manufacturer tous bas, chaussettes, mitaines, gants et tous tricots en laine, sous le nom de "Baieville Wandering Foot Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 800 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Baieville, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général le douze mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137-o L. DÉSILETS.

Binet & Turgeon Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du douze mars 1951, constituant en corporation: J.-Viateur Turgeon, Benoit Binet et René Tur-

To manufacture and deal in wearing apparel and all other kinds of materials and accessories for wearing apparel, under the name of "Atta Girl Frocks Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of the par value of \$10. each, and 1,000 preferred shares of the par value of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137-o Deputy Attorney General.

Atelier Bureau Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1951, incorporating: Pierre Bureau, Philippe Bureau, cabinet makers, and Paul Bureau, joiner, all of Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To engage in the manufacturing, buying, selling and repairing of furniture and household effects in wood, metal, leather, plastic and the by-products thereof; to carry on the business of general contractors, under the name of "Atelier Bureau Limitée", with a capital stock of \$10,000 divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137 Deputy Attorney General.

Baieville Wandering Foot Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twelfth day of March, 1951, incorporating: Dr. Simon Biron, veterinary surgeon, Robert Belisle, contractor, and Clovis Gauthier, restaurant-keeper, all of Baieville, judicial district of Richelieu, for the following purposes:

To manufacture all kinds of shoes, slippers, sandals and any kind of footwear whatsoever;

To manufacture all kinds of stockings, socks, mittens, gloves, and any knitted goods, under the name of "Baieville Wandering Foot Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 800 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Baieville, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137 Deputy Attorney General.

Binet & Turgeon Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twelfth day of March, 1951, incorporating: J. Viateur Turgeon, Benoit Binet and René Turgeon, manufac-

geon, manufacturiers, de Beauceville Est, district judiciaire de Beauce: pour les objets suivants:

Faire affaires dans le commerce ou l'industrie des liqueurs douces, épicerie et provisions de toutes sortes, sous le nom de "Binet & Turgeon Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beauceville-Est, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137-o L. DÉSILETS.

Brochu et Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1951, constituant en corporation: Joseph-N. Brochu, Laval Brochu, commerçants, de Saint-Henri de Lévis, et Fernand Brochu, commerçant, de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce comme bouchers, épiciers, sous le nom de "Brochu et Fils Ltée", avec un capital de \$50,000 divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 568, rue Ste-Thérèse, cité de Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137-o L. DÉSILETS.

Century Builders Ltd. Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du 8 mars 1951, constituant en corporation: Claude Gagnon, marchand de bois de construction, de la cité de St. Laurent, Georges Langevin, marchand de bois de construction, et Ernest St-André, entrepreneur, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Conduire et exercer l'industrie de constructeurs et entrepreneurs en général, sous le nom de "Century Builders Ltd. Ltée", avec un capital de \$60,000 divisé en 1,080 actions privilégiées ayant une valeur au pair de \$50 chacune et 600 actions ordinaires ayant une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137 L. DÉSILETS.

Charest & Frères Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept mars 1951, constituant incorporation: Hélène Antonuk, Annette Lafleur, secrétaires, Robert Levesque, chef de bureau, Charles-A.

turers, of Beauceville Est, judicial district of Beauce, for the following purposes:

To carry on the business or industry of soft drinks, groceries and provisions of every kind, under the name of "Binet & Turgeon Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Beauceville-est, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137 Deputy Attorney General.

Brochu et Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1951, incorporating: Joseph N. Brochu, Laval Brochu, traders, of Saint-Henri de Lévis, and Fernand Brochu, trader, of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as butchers, grocers, under the name of "Brochu et Fils Ltée", with a capital stock of \$50,000, divided into 2,500 common shares of a par value of \$10 each, and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 568 Ste. Thérèse Street, city of Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137 Deputy Attorney General.

Century Builders Ltd. Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighth day of March, 1951, incorporating: Claude Gagnon, lumber dealer, of the Town of St. Laurent, Georges Langevin, lumber dealer, and Ernest St-André, contractor, both of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of builders and general contractors, under the name of "Century Builders Ltd. Ltée", with a capital stock of \$60,000, divided into 1,080 preferred shares having a par value of \$50 each and 600 common shares having a par value of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137-o Deputy Attorney General.

Charest & Frères Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1951, incorporating: Hélène Antonuk, Annette Lafleur, secretaries, Robert Levesque, office chief, Charles A. Lussier, advocate,

Lussier, avocat, et Henri Dessaulles, étudiant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Construire, bâtir, réparer et modifier des édifices et autres constructions et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Charest & Frères Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137-o L. DÉSILETS.

Cinéma Loma Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1951, constituant en corporations: Henri-Paul Lemay, Paul Édouard Ross, avocats, et Ghislaine Gagné, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder, louer et exploiter des théâtres, sous le nom de "Cinéma Loma Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Windsor district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137-o L. DÉSILETS.

Convention Furs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un mars 1951, constituant en corporation: June Kirlin, Mavis Grand, Sylvia Rabinovich et Marie-Paule Hudon secrétaires, filles majeures, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de la fourrure brute et de la fourrure préparée et marchandise en fourrure de toute sorte et description, sous le nom de "Convention Furs Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général ce vingt et un mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137 L. DÉSILETS.

Dependable Knitting Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du 13 mars 1951, constituant en corporation: Cyril E. Schwisberg, avocat, d'Outremont, Samuel Greenblatt, avocat, et Sonya Schneyer, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

and Henri Dessaulles, student, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To build, erect, repair and alter buildings and other structures and deal in building materials, under the name of "Charest & Frères Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137 Deputy Attorney General.

Cinéma Loma Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1951, incorporating: Henri Paul Lemay, Paul Edouard Ross, advocates, and Ghislaine Gagné, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To own, lease and operate theatres, under the name of "Cinéma Loma Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 390 preferred shares of a par value of \$100 each, and 1,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Windsor, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137 Deputy Attorney General.

Convention Furs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of March, 1951, incorporating: June Kirlin, Mavis Grant, Sylvia Rabinovich and Marie-Paule Hudon, secretaries, spinsters of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with raw and dressed furs, and fur products of every kind and description, under the name of "Convention Furs Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-first day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137-o Deputy Attorney General.

Dependable Knitting Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the thirteenth day of March, 1951, incorporating: Cyril E. Schwisberg, advocate, of Outremont, Samuel Greenblatt, advocate, and Sonya Schneyer, secretary, both of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce et le négoce de marchandises tricotés, lainages ou autres vêtements manufacturés et tissus pour vêtement, sous le nom de "Dependable Knitting Co. Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137 L. DÉSILETS.

To manufacture, deal in and with knitted goods, woollen or otherwise, manufactured articles of clothing and cloth goods, under the name of "Dependable Knitting Co. Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirteenth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137-o Deputy Attorney General.

D. H. Grosvenor Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du sept mars 1951, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, et Cyril E. Schwisberg, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, vendeurs de toutes sortes de fourrures, vêtements et accessoires en fourrure, sous le nom de "D. H. Grosvenor Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune, et 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2024 rue Peel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1951, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Anne Zifkin, secretary, both of the City of Montreal, and Cyril E. Schwisberg, advocate, of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, dealers in all kinds of furs and fur garments and accessories, under the name of "D. H. Grosvenor Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each, and 200 common shares at the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at 2024 Peel St., Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137-o Deputy Attorney General.

Dibblee — Chase Tools Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quatorze mars 1951, constituant en corporation: Royal Ernest Carl Werry, avocat et conseil en loi du Roi, Lepha Clogg Robertson, veuve, sténographe, tous deux de la cité de Westmount et Joseph Helal, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de machinerie d'usines, appareils, outils, instruments, ustensiles, substances, matériaux et choses utilisés relativement à toutes ou aucune des fins susdites et/ou de leurs accessoires, sous le nom de "Dibblee—Chase Tools Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137 L. DÉSILETS.

Dibblee — Chase Tools Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fourteenth day of March, 1951, incorporating: Royal Ernest Carl Werry, advocate and King's Counsel, Lepha Clogg Robertson, widow, stenographer, both of the City of Westmount, and Joseph Helal, advocate and King's Counsel, of the city of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of plant machinery, apparatus, tools, implements, utensils, substances, materials and things used in connection with all or any of the aforesaid purposes and/or accessories of the same, under the name of "Dibblee—Chase Tools Limited", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney this fourteenth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137-o Deputy Attorney General.

Doncar Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighth day

du huit mars 1951, constituant en corporation: Don Cardiff, consultant et aéronautique, de la cité de Rio de Janiero, Brésil, Jeanne Bourdages, secrétaire, et Charles Wolfson avocat tous deux de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de "Doncar Investments Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune, et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137 L. DÉSILETS.

Dorval Automobile Transport Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf mars 1951, constituant en corporation: Paul-Antoine Perras, promoteur de ventes, de la cité d'Outremont, Salaberry Beaudry, inspecteur, du téléphone, de la cité de Lachine, tous deux du district judiciaire de Montréal, et Stanley Brown, camionneur, de la cité de Windsor, province d'Ontario, pour les articles suivants:

Exercer le commerce de rouliers en général, sous le nom de "Dorval Automobile Transport Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137 L. DÉSILETS.

Drummond Taylor Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf mars 1951, constituant en corporation: Joseph Moore, Robert Lafleur, tailleurs, et Pierre Jutras, avocat, tous de Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Faire affaire comme tailleurs, manufacturiers, dessinateurs et vendeurs généraux dans le vêtements et dans tous les autres articles de mercerie et de lingerie, sous le nom de "Drummond Taylor Company Limited", avec un capital de \$35,000 divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire de d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137-o L. DÉSILETS.

Duplex Window Attachment, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du neuf mars 1951, constituant en corporation: Roger Paradis, industriel, Joseph-Onésime Du-

of March, 1951, incorporating: Don Cardiff, aviation consultant, of the City of Rio de Janiero, Brazil, Jeanne Bourdages, secretary, and Charles Wolfson, advocate, both of the City of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of Doncar Investments Inc., with a capital stock of \$40,000 divided into 100 common shares of \$100 each, and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137-o Deputy Attorney General.

Dorval Automobile Transport Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1951, incorporating: Paul-Antoine Perras, sales promoter, in the City of Outremont, Salaberry Beaudry, telephone supervisor, of the City of Lachine, both in the Judicial District of Montreal, and Stanley Brown, trucking operator, of the City of Windsor, Province of Ontario, for the following purposes:

To carry on the business of general common carriers, under the name of "Dorval Automobile Transport Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137-o Deputy Attorney General.

Drummond Taylor Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1951, incorporating: Joseph Moore, Robert Lafleur, tailors, and Pierre Jutras, advocate, all of Victoriaville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To carry on business as tailors, manufacturers, designers and general dealers in wearing apparel and all other articles of haberdashery and clothing, under the name of "Drummond Taylor Company Limited", with a capital stock of \$35,000 divided into 1,500 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137 Deputy Attorney General.

Duplex Window Attachment, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of March, 1951, incorporating: Roger Paradis, industrialist, Joseph Onésime Dubois, store

bois, gérant de magasin, et Lucien Marcoux, cultivateur, tous trois de Plessisville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Fabriquer, manufacturer, vendre et faire le commerce de ferrures ou attaches pour fenêtres et impostes et généralement de toutes ferrures et de tous articles de métal gravés ou poinçonnés, de fenêtres et châssis en bois ou en métal, sous le nom de "Duplex Window Attachment, Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 1,600 actions de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Plessisville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
31037-o L. DÉSILETS.

East & Masson Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du huit mars 1951, constituant en corporation: J.-Mendoza East, Herménégilde Masson, contracteurs, et Yves Masson, comptable, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs en construction et distributeurs de matériaux de construction, sous le nom de "East & Masson Inc.", avec un capital en \$90,000 divisé en 900 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
31037-o L. DÉSILETS.

Flor-O-Lac Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du neuf mars 1951, constituant en corporation: Germain Charland, avocat, Gaston Descheneaux, huissier, tous deux de la cité de Montréal, et Joseph-Raphaël Charland, avocat, de Ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits chimiques, produits sanitaires; et en général de tous articles, produits ou accessoires quelconques pouvant servir à entretenir, orner ou meubler les maisons, magasins ou toutes autres habitations quelconques, sous le nom de "Flor-O-Lac Co. Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
31037-o L. DÉSILETS.

Heras Richard & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

manager, and Lucien Marcoux, farmer, all three of Plessisville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To manufacture, make, sell and deal in window fastenings, attachments and springers and in general all fastenings and articles in engraved or perforated metal, windows and sashes in wood or metal, under the name of "Duplex Window Attachment, Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 1,600 shares of \$25. each.

The head office of the company will be at Plessisville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
31037 Deputy Attorney General.

East & Masson Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of March, 1951, incorporating: J. Mendoza East, Herménégilde Masson, contractors and Yves Masson, accountant, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To act as building contractors and distributors of building materials, under the name of "East & Masson Inc.", with a capital stock of \$90,000 divided into 900 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
31037 Deputy Attorney General.

Flor-O-Lac Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of March, 1951, incorporating: Germain Charland advocate, Gaston Descheneaux, bailiff, both of the city of Montreal, and Joseph Raphaël Charland, advocate, of the Town of Mount Royal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in chemical products, sanitary supplies and generally all articles, products or supplies whatsoever capable of being used to maintain, decorate or furnish houses, stores of other dwellings whatsoever, under the name of "Flor-O-Lac Co. Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
31037 Deputy Attorney General.

Heras Richard & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du neuf mars 1951, constituant en corporation: Héras Richard, industriel, Stanislas Richard, Roger Richard, mécaniciens, tous de Palmarolle, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Opérations forestières, exploitation de scieries, moulins à préparer le bois, et commerce de bois de toutes sortes, en général, sous le nom de "Héras Richard & Fils Ltée", avec un capital de \$25,000 divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Palmarolle, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mars 1951.

L'Assistant-procureur général.

30137-o

L. DÉSILETS.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of March, 1951, incorporating: Héras Richard, industrialist, Stanislas Richard, Roger Richard, mechanics, all of Palmarolle, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To engage in lumbering operations, operate saw mills and mills for preparing lumber and to deal generally in lumber of all kinds, under the name of "Héras Richard & Fils Ltée", with a capital stock of \$25,000 divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Palmarolle, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Jewish Convalescent Home of Montreal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit mars 1951, constituant en corporation: sans capital-actions: Moses Bercovitz, Samuel David Gross, Jacob Cryer, Pincus Tendler, Jacob Liberman, John Levine, manufacturiers, Harry Rubenstein, Mike Mintz, Lewis Azef, Charles Shiller, Louis Cohen, Benjamin Baril, Joe Zumner, Ben Lubet et Maurice Singer, marchands, Harvey Caplan, médecin, Moses Moscovitch, avocat, Samuel Grossman, fourreur, Ave Farberovitch et Ben Harper, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Établir, exploiter et diriger une maison de convalescence, sous le nom de "Jewish Convalescent Home of Montreal Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mars 1951.

L'Assistant-procureur général.

30137

L. DÉSILETS,

Jewish Convalescent Home of Montreal Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1951, incorporating without share capital: Moses Bercovitz, Samuel David Gross, Jacob Cryer, Pincus Tendler, Jacob Liberman, John Levine, manufacturers, Harry Wolfe Rubenstein, Mike Mintz, Lewis Azef, Charles Shiller, Louis Cohen, Benjamin Bril, Joe Zumner, Ben Lubet and Maurice Singer, merchants, Harvey Caplan, physician, Moses Moscovitch, advocate, Samuel Grossman, furrier, Abe Farberovitch, and Ben Harper, clerks, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To establish, operate and conduct a convalescent home, under the name of "Jewish Convalescent Home of Montreal, Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited is \$100,000.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Josef Aron Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze mars 1951, constituant en corporation: Louis H. Rohrlück, C.R., Manuel Shacter, avocats et Anne Ross, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de placements sous le nom de "Josef Aron Inc." avec un capital de \$175,000 divisé en 1,650 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mars 1951.

L'Assistant-procureur général.

30137

L. DÉSILETS.

Josef Aron Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1951, incorporating: Louis H. Rohrlück, K.C., Manuel Shacter, advocates, and Anne Ross, secretary, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Josef Aron Inc.", with a capital stock of \$175,000, divided into 1,650 preferred shares of the par value of \$100 each, and 100 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

J. Robert Boisvert et Fils Limitée

J. Robert Boisvert et Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du quatorze mars 1951, constituant en corporation: J.-Robert Boisvert, commerçant, Raymond Boisvert, mécanicien, et Robert Boisvert, étudiant, tous d'Acton Vale, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fourteenth day of March, 1951, incorporating: J. Robert Boisvert, trader, Raymond Boisvert, mechanic, and Robert Boisvert, student, all of Acton Val judicial district of Saint Hyacinthe, for the following purposes:

Faire le commerce d'automobiles et autres véhicules, pièces et accessoires; exploiter un ou plusieurs garages, sous le nom de "J. Robert Boisvert et Fils Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

To deal in automobiles and other vehicles, parts and accessories; operate one or more garages, under the name of "J. Robert Boisvert et Fils Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Acton Vale, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

The head office of the company will be at Acton Vale, judicial district of Saint Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mars 1951.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137-o L. DÉSILETS.

30137 Deputy Attorney General.
L. DÉSILETS,

Keen Cartage Co. Ltd

Keen Cartage Co. Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1951, constituant en corporation: Jean-Berchmans Bélanger, Hubert Desjardins et Pascal Di Maulo, comptables, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1951, incorporating: Jean-Berchmans Bélanger, Hubert Desjardins, and Pascal Di Maulo, accountants, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de camionneurs et faire le transport de toutes marchandises ou autres articles, sous le nom de "Keen Cartage Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

To carry on business as truckmen, and carry on the transportation of any merchandise or other articles, under the name of "Keen Cartage Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1951.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137-o L. DÉSILETS.

30137 Deputy Attorney General.
L. DÉSILETS,

La Cie de Construction de Matapédia

La Cie de Construction de Matapédia

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1951, constituant en corporation: Joseph-Rosaire Bérubé, avocat, Benoit Bérubé, commerçant, et Henri Dubé, contracteur tous d'Amqui, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1951, incorporating: Joseph Rosaire Bérubé, advocate, Benoit Bérubé, trader, and Henri Dubé, contractor, all of Amqui, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

Agir comme compagnie de construction, sous le nom de "La Cie de Construction de Matapédia", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de la valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de la valeur au pair de \$100 chacune.

To act as a construction company, under the name of "La Cie de Construction de Matapédia", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of a par value of \$100 each, and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Amqui, district judiciaire de Rimouski.

The head office of the company will be at Amqui, judicial district of Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf mars 1951.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137-o L. DÉSILETS.

30137 Deputy Attorney General.
L. DÉSILETS,

La Cie d'Expansion Industrielle de Rigaud Ltée

La Cie d'Expansion Industrielle de Rigaud Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh

du sept mars 1951, constituant en corporation: J.-Marc Séquin, courtier d'assurances, Antonio Bussière, imprimeur, et Clément Binette, marchand général, tous de Rigaud, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir l'expansion industrielle dans Rigaud et la construction de bâtisses pour l'industrie, sous le nom de "La Cie d'Expansion Industrielle de Rigaud Ltée", avec un capital de \$70,000 divisé en 300 actions ordinaires de \$50 chacune, en 700 actions privilégiées de classe "A" d'une valeur au pair de \$50 chacune, et en 4000 actions privilégiées de classe "B" d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rigaud, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le sept mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137-o L. DÉSILETS.

Lantern Inn Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du treize mars 1951, constituant en corporation: Alfred Tourigny, C.R., avocat, Rita Dufresne et Lucienne Méreineau, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Tenir un hôtel, maison de touriste, sous le nom de "Lantern Inn Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137-o L. DÉSILETS.

L'Association des Chemins d'Hiver de Ste-Gertrude

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du quinze mars 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Bruno Gaudet, cultivateur, Engelbert Cormier, chauffeur, et Robert Lessard, garagiste, tous trois de la paroisse de Ste-Gertrude, district judiciaire de Nicolet, pour les objets suivants:

Le droit d'entretenir des chemins d'hiver à Bécancourt, Ste-Gertrude, St-Sylvere, dans le comté de Nicolet, et Maddington Falls, dans le comté d'Arthabaska, et les environs, sous le nom de "L'Association des Chemins d'Hiver de Ste-Gertrude".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$5,000.

Le siège social de la corporation sera à Sainte-Gertrude, district judiciaire de Nicolet.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137-o L. DÉSILETS.

day of March, 1951, incorporating: J. Marc Séquin, insurance broker, Antonio Bussière, printer, and Clément Binette, general merchant, all of Rigaud, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote the industrial expansion of Rigaud and the construction of buildings for industrial purposes, under the name of "La Cie d'Expansion Industrielle de Rigaud Ltée", with a capital stock of \$70,000 divided into 300 common shares of \$50 each, 700 class "A" preferred shares of a par value of \$50 each and 4000 class "B" preferred shares of a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at Rigaud, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137 Deputy Attorney General.

Lantern Inn Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of March, 1951, incorporating: Alfred Tourigny, K.C., advocate, Rita Dufresne and Lucienne Méreineau, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To maintain a hotel, tourist home, under the name of "Lantern Inn Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Magog, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137 Deputy Attorney General.

L'Association des Chemins d'Hiver de Ste-Gertrude

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q. 1941, bearing date the fifteenth day of March, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Bruno Gaudet, farmer, Engelbert Cormier, chauffeur, and Robert Lessard, garage-keeper, all three of the parish of Ste-Gertrude, judicial district of Nicolet, for the following purposes:

The right of maintaining winter roads at Bécancourt, Ste-Gertrude, St-Sylvere, in the county of Nicolet, and Maddington Falls, in the county of Arthabaska, and the environs, under the name of "L'Association des Chemins d'Hiver de Ste-Gertrude".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$5,000.

The head office of the corporation will be at Sainte-Gertrude, judicial district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137 Deputy Attorney General.

**L'Association des Livreurs de lait
du Saguenay Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-six février 1951, constituant en corporation: Gérard Bélanger, laitier, de Kénogami, Paul Talbot, Cerenus Tremblay, Stanislas Deschêne, tous laitiers, de Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme manufacturiers, acheteurs, vendeurs, de beurre, fromage, crème, lait, tous les produits et sous-produits du lait, les œufs, les volailles, la viande, le poisson et produits agricoles, sous le nom de "L'Association des Livreurs de Lait du Saguenay Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions privilégiées de \$100 chacune et en 300 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 315, rue Saint-David, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six février 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137-o L. DÉSILETS.

**L'Association des Livreurs de lait
du Saguenay Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-sixth day of February, 1951, incorporating: Gérard Bélanger, dairyman, of Kémogami, Paul Talbot, Cerenus Tremblay, Stanislas Deschênes, all dairymen, of Jonquière, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, buyers, and vendors of butter, cheese, cream, milk and all milk products and by products, eggs, poultry, meat, fish and farm products, under the name of "L'Association des Livreurs de Lait du Saguenay Limitée", with a capital stock of \$40,000 divided into 100 preferred shares of \$100 each and 300 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 315 Saint David street, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1951.

L. DÉSILETS,
30137 Deputy Attorney General.

**Le Comité d'Entretien des Chemins d'Hiver
des Deuxième et Quatrième rangs
de St-Pascal, comté de
Kamouraska, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mars 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph Landry, Marcel Lavoie et Ernest Charest, cultivateurs, de Saint-Pascal de Kamouraska, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Ouvrir et déblayer les deuxième et quatrième rangs de St-Pascal de Kamouraska, sous le nom de "Le Comité d'Entretien des Chemins d'Hiver des Deuxième et Quatrième Rangs de St-Pascal, comté de Kamouraska, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Pascal, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général le huit mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137-o L. DÉSILETS.

**Le Comité d'Entretien des Chemins d'Hiver
des deuxième et quatrième rangs
de St-Pascal, comté de
Kamouraska, Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Joseph Landry, Marcel Lavoie, and Ernest Charest, farmers, of Saint-Pascal de Kamouraska, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To open and clear the second and fourth ranges of St-Pascal de Kamouraska, under the name of "Le Comité d'Entretien des Chemins d'Hiver des Deuxième et Quatrième Rangs de St-Pascal, Comté de Kamouraska, Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Pascal, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137 Deputy Attorney General.

**Le Comité des Chemins d'Hiver
du Lac Sorcier**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Beaudoin, industriel de Grand'Mère, Hubert Frappier, cultivateur, de Saint-Paulin, et Émile Papillon, entrepreneur, des Trois-Rivières, tous du district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

S'occuper de l'entretien et de la réparation des chemins d'hiver de la région du Lac Sorcier, dans le district des Trois-Rivières, sous le nom

**Le Comité des Chemins d'Hiver
du Lac Sorcier**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Jean Paul Beaudoin, industrialist, of Grand'Mère, Hubert Frappier, farmer, of Saint-Paulin, and Emile Papillon, contractor, of Trois-Rivières, all of the judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To engage in the maintenance and repair of winter roads in the region of Lac Sorcier, in the district of Trois-Rivières, under the name of

de "Le Comité des Chemins d'Hiver du Lac Sorcier".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Grand-Mère, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137-o L. DÉSILETS.

Lewis Brothers Asphalt Paving Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes en date du treize mars 1951, constituant en corporation: Jack Ackart Lewis, Roy William Lewis, entrepreneurs, de la ville de Mont-Royal, et Jeanne Drouin, secrétaire, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Pratiquer et exercer les opérations d'entrepreneurs et constructeurs en général, sous le nom de "Lewis Brothers Asphalt Paving Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treize mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137 L. DÉSILETS.

Make - Ur - Price Auto Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du vingt et un mars 1951, constituant en corporation: John Richard Hyde, Roland-Gérard Lefrançois et Jean-Jules Gadbois, tous avocats des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'automobiles et autres véhicules moteurs, appareils électriques, de tous accessoires; exploiter des garages sous le nom de "Make - Ur - Price Auto Sales Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137-o L. DÉSILETS.

Martel Express Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1951, constituant en corporation: Aldei Martel, camionneur, Armand Martel, comptable, et Gérard Ally, avocat, de Farnham, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Faire le transport, sous le nom de "Martel Express Limitée", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

"Le Comité des Chemins d'Hiver du Lac Sorcier".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Grand-Mère, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lewis Brothers Asphalt Paving Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the thirteenth day of March, 1951, incorporating: Jack Ackart Lewis, Roy William Lewis, contractors, of the Town of Mount-Royal, and Jeanne Drouin, secretary, of the City of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To engage in and carry on the business of general contractors and builders, under the name of "Lewis Brothers Asphalt Paving Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10. each, and 200 preferred shares of a par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Make - Ur - Price Auto Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of March, 1951, incorporating: John Richard Hyde, Roland-Gérard Lefrançois, and Jean Jules Gadbois, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in automobiles and other motor vehicles, electrical apparatus and all accessories, operate garages, under the name of "Make-Ur-Price Auto Sales Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Martel Express Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1951, incorporating: Aldei Martel, carter, Armand Martel, accountant, and Gérard Ally, advocate, of Farnham, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To engage in the transportation business, under the name of "Martel Express Limitée", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Farnham, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137-o L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at Farnham, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137 Deputy Attorney General.

Martin & Frères Limitée, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seize mars 1951, constituant en corporation: Aimé Martin, Jean-Paul Martin, plâtriers, et Lionel Martin, comptable, tous de Rosemont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaire comme contracteurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Martin & Frères Limitée, Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137-o L. DÉSILETS.

Martin & Frères Limitée, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1951, incorporating: Aimé Martin, Jean-Paul Martin, plasterers, and Lionel Martin, accountant, all of Rosemont, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Martin & Frères Limitée, Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137 Deputy Attorney General.

Merryn and Ogilvie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un mars 1951, constituant en corporation: Louis-P. Larivière, avocat, Harold LeBrock, comptable, et William Henry Johnston, gérant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'annonces et de publicité, sous le nom de "Merryn and Ogilvie Inc.",

Le capital de la compagnie est divisé en 600 actions n'ayant pas de valeur nominale ou au pair; et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de \$3,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et un mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137 L. DÉSILETS.

Merryn and Ogilvie Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of March, 1951, incorporating: Louis-P. Larivière, advocate, Harold LeBrock, accountant, and William Henry Johnston, manager, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general advertising and publicity business, under the name of "Merryn and Ogilvie Inc.",

The capital stock of the company is divided into 600 shares having no nominal or par value; and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be \$3,000.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137-o Deputy Attorney General.

Metal Powders Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du douze mars 1951, constituant en corporation: John Herbert Legg, ingénieur en métallurgie, Georges Gouin, C.R., avocat et Madeleine Doucet, sténographe, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de poudres de métal, en particulier des poudres de fer et d'acier et des poudres d'alliages de fer, sous le nom de "Metal Powders Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Metal Powders Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of March, 1951, incorporating John Herbert Legg, metallurgical engineer, Georges Gouin, K.C., advocate, and Madeleine Doucet, stenographer, all of the City and Judicial District of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in metal powders, mainly iron and steel powders and iron alloy powders, under the name of "Metal Powders Limited, with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Iberville, Judicial District of Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137 L. DÉSILETS.

Playgirl Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept mars 1951, constituant en corporation: Cyril E. Schwisberg, avocat, de la cité d'Outremont, Samuel Greenblatt, avocat, et Sonya Schneyer, secrétaire, tous de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce sous toutes ses formes, de vêtements de sport pour dames, sous le nom de "Playgirl Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137 L. DÉSILETS.

Prudential Garage Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-sept mars 1951, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, Clifford George Meek, teneur de livres, et Cecil Bruce Cooke, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un ou des garages sous le nom de "Prudential Garage Limited",

Le capital de la compagnie consistera en 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair; et le montant avec lequel la compagnie transigera ses affaires ne sera pas moins de \$5,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur-général, ce vingt-sept mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137 L. DÉSILETS.

Quality Fur Dyeing (Canada) Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un mars 1951, constituant en corporation: June Kirlin, Sylvia Rabinovitch, Mavis Grant et Marie-Paule Hudon, secrétaires, filles majeures, toutes des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme teinturiers et apprêteurs de fourrures, manufacturer et faire le commerce de fourrures, peaux vertes, peaux brutes et cuirs, sous le nom de "Quality Fur Dyeing (Canada) Corp.", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137-o Deputy Attorney General.

Playgirl Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1951, incorporating: Cyril E. Schwisberg, advocate, of the City of Outremont, Samuel Greenblatt, advocate, and Sonya Schneyer, secretary, both of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in and with all manners and types of ladies' sportswear, under the name of "Playgirl Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137-o Deputy Attorney General.

Prudential Garage Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-seventh day of March, 1951, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, Clifford George Meek, bookkeeper, and Cecil Bruce Cooke, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To operate a garage or garages, under the name of "Prudential Garage Limited",

The capital stock of the company shall consist of 1,000 shares without nominal or par value; and the amount with which the company will carry on its business shall be not less than \$5,000.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-seventh day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137-o Deputy Attorney General.

Quality Fur Dyeing (Canada) Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of March, 1951, incorporating: June Kirlin, Sylvia Rabinovitch, Mavis Grant and Marie-Paule Hudon, secretaries, spinsters, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of fur dyers and dressers, to manufacture and deal in furs, skins, hides and leathers, under the name of "Quality Fur Dyeing (Canada) Corp.", with a capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137-o Deputy Attorney General.

**Ranger Motors Sales Ltée
Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-deux mars 1951, constituant en corporation: Emé Lacroix, avocat, et conseil en Loi du Roi, de Ville Mont-Royal, Jacques Viau, avocat, de Lachine, et Mont-Quinelle Matte, stenographe, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre tout appareil de distribution de gazoline, pétrole et lubrifiant, gérer, exploiter des entrepôts, garages ou autres places semblables, sous le nom de "Ranger Motors Sales Ltée, Ltd.", avec un capital de \$60,000 divisé en 600 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137-o L. DÉSILETS.

**Ranger Motors Sales Ltée
Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-second day of March, 1951, incorporating: Emé Lacroix, advocate and King's Counsel, of the Town of Mount Royal, Jacques Viau, advocate, of Lachine, and Jacqueline Matte, stenographer, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell any apparatus for distribution of gasoline, petroleum and lubricants, manage, operate warehouses, garages or other similar premises, under the name of "Ranger Motors Sales Ltée, Ltd.", with a capital of \$60,000 divided into 600 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lachine, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137 Deputy Attorney General.

Redgemont Corporation Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du 9 mars 1951, constituant en corporation: Kenneth Albert Wilson, John McGlinchey Home, avocats et conseillers en Loi du Roi, et Kenneth Hunter Wilson, avocat, tous de la cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placement sous le nom de "Redgemont Corporation Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 50,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce 9 mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137 L. DÉSILETS.

Redgemont Corporation Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the ninth day of March, 1951, incorporating: Kenneth Albert Wilson, John McGlinchey Home, advocates and King's Counsels, and Kenneth Hunter Wilson, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Redgemont Corporation Limited", with a capital stock of \$50,000 divided into 50,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137-o Deputy Attorney General.

Rosefrede Furs Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un mars 1951, constituant en corporation: Abraham M. Klein, avocat, Harry Lyon Aronovitch, avocat et Freda Pomerance, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands et distributeurs de toutes sortes de fourrures et de toutes sortes de marchandises connexes au commerce des fourrures, sous le nom de "Rosefrede Furs Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137 L. DÉSILETS.

Rosefrede Furs Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of March, 1951, incorporating: Abraham M. Klein, advocate, Harry Lyon Aronovitch, advocate, and Freda Pomerance, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealers and distributors of all kinds of furs and all kinds of merchandise associated with the fur business under the name of "Rosefrede Furs Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137-o Deputy Attorney General.

Rouyn Metal Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du neuf mars 1951, constituant en corporation: Georges Gagnon, homme d'affaires, Irving Kroch et Werner Daltrop, hommes d'affaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous les métaux ferrugineux ou non-ferrugineux, les fondre et raffiner, et faire le commerce de toutes sortes de matériaux et ferrailles utilisables, sous le nom de "Rouyn Metal Corporation", avec un capital de \$50,000 divisé en 10,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mars 1951.

L'Ass tant-procureur général,
30137 L. DÉSILETS.

Rouyn Metal Corporation

Notice is hereby given that under part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the ninth day of March, 1951, incorporating: Georges Gagnon, businessman, Irving Kroch and Werner Daltrop, businessmen, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in all metals, ferrous or non-ferrous, smelt and refine same, deal in all kinds of usable and scrap materials, under the name of "Rouyn Metal Corporation", with a capital stock of \$50,000, divided into 10,000 shares of \$5. each.

The head office of the Company will be at Noranda, Judicial District of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney-General, this ninth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137-o Deputy Attorney General.

**Royal Potato Chips, Limitée
Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1951, constituant en corporation: Lucien Bélanger, comptable, de Sherbrooke, François-Arthur Dion, hôtelier, et Wilfrid Laroche, entrepreneur, tous deux de Magog, tous du district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, produits laitiers, viandes, produits de la viande patates, produits de la patate, poisson, produits du poisson, sous le nom de "Royal Potato Chips, Limitée—Limited", avec un capital de \$70,000 divisé en 350 action ordinaires de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137-o L. DÉSILETS.

**Royal Potato Chips, Limitée
Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1951, incorporating: Lucien Bélanger, accountant, of Sherbrooke, François Arthur Dion, hotel keeper, and Wilfrid Laroche, contractor, both of Magog, all of the judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To deal in food products, dairy products, meats, meat products, potatoes, potato products, fish, fish products, under the name of "Royal Potato Chips, Limitée—Limited", with a capital stock of \$70,000 divided into 350 common shares of \$100 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Magog, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137 Deputy Attorney General.

St-Pierre Garage Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du neuf mars 1951, constituant en corporation: André Martin, avocat, de Westmount, Jean-Paul Lavallée, avocat, de la cité de Montréal, et Gisèle Dagenais, secrétaire, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaire comme garagiste, sous le nom de "St-Pierre Garage Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le neuf mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137-o L. DÉSILETS.

St-Pierre Garage Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the ninth day of March, 1951, incorporating: André Martin, advocate of Westmount, Jean-Paul Lavallée, advocate, of the city of Montreal, and Gisèle Dagenais, secretary, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, under the name of "St-Pierre Garage Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137 Deputy Attorney General.

S. R. Wolff Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf mars 1951, constituant en corporation: Siegmund Robert Wolff, marchand, Lotte Alice Apolant, épouse séparée de biens de Siegmund Robert Wolff, et Dr Ruth Wolff, médecin, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce des produits chimiques de toutes sortes et de toute description sous le nom de "S. R. Wolff Corp.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune, et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-neuf mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137 L. DÉSILETS.

S. R. Wolff Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1951, incorporating: Siegmund Robert Wolff, merchant, Lotte Alice Apolant, wife separate as to property of Siegmund Robert Wolff, and Dr Ruth Wolff, physician, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds and description of metals and chemicals, under the name of "S.R. Wolff Corp.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137-o Deputy Attorney General.

The Potters' Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze mars 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Mme Howard Reid, Mme A. Hawthorne, Mme J. Steeves, Mme Grace Pickering, Mme Lillian Cunningham, Mme G. Smart, toutes six ménagères et dûment autorisées par leur époux, Mademoiselle Jean Hawthorne, gérante de studio, Mademoiselle Florence Buckler, secrétaire-archiviste, Mme Agnès Gordon et Mme S. Prichard, toutes deux ménagères séparées légalement, et Mme E. Allpress, ménagère, veuve, toutes des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Étudier et promouvoir la science de la poterie et de la céramique et entreprendre toutes activités utiles à ces fins, sous le nom de "The Potters' Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137 L. DÉSILETS.

The Potters' Inc.

Notice is hereby given that under the Provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date, the fifteenth day of March, 1951, incorporating: without share capital: Mrs Howard Reid, Mrs. A. Hawthorne, Mrs. J. Steeves, Mrs. Grace Pickering, Mrs Lillian Cunningham, Mrs. G. Smart, all six housewives, duly authorized by their husband, Miss Jean Hawthorne, studio manager, Miss Florence Buckler, recording secretary, Mrs Agnes Gordon and Mrs S. Prichard, both housewives, legally separated, and Mrs E. Allpress, housewife and widow, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To study and promote the science of pottery and ceramics and to engage in any activities useful for such purposes, under the name of "The Potters' Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137-o Deputy Attorney General.

Town House Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze mars 1951, constituant en corporation: Marcus Meyer Sperber, avocat et Conseil en Loi du Roi, de la cité de Westmount, Murray Sperber, avocat et Conseil en Loi du Roi, de Westmount, Murray Lapin, avocat, et Anne Lash, secrétaire, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, boulangers, bouchers, épiciers, sous le nom de "Town House Inc." avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Town House Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1951, incorporating: Marcus Meyer Sperber, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Murray Lapin, advocate, and Anne Lash, secretary, both of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, bakers, butchers, grocers, under the name of "Town House Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares of the par value of \$100 each, and 200 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137-o Deputy Attorney General.

Transport Décarie Limitée
Decarie Transport Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du douze mars 1951, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, Lucienne Méryneau et Rita Dufresne, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Conduire et exploiter sous toutes ses formes que ce soit une entreprise de transport, le voiturage des produits, matériaux, marchandises, articles, effets ou bagages, sous le nom de "Transport Décarie Limitée"—"Decarie Transport Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 800 actions communes de \$5 chacune et en 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le douze mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137-o L. DÉSILETS.

Transport Décarie Limitée
Decarie Transport Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twelfth day of March, 1951, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, Lucienne Méryneau and Rita Dufresne, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To conduct and operate a transportation business in all lines of same; engage in the cartage of products, materials, merchandise, articles, effects or baggage, under the name of "Transport Décarie Limitée"—"Decarie Transport Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 800 common shares of \$5 each and 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137 Deputy Attorney General.

Yamaska Villiard Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mars 1951, constituant en corporation: Paul-Émile Villiard, commis, Armand Villiard, contracteur, et Dame Yvonne Pelletier Villiard: épouse séparée de biens d'Armand Villiard, tous d'Yamaska, district judiciaire de Richelieu, pour les objets suivants:

Faire et exercer tous et aucun des commerces comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Yamaska Villiard Construction Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Yamaska Ouest, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mars 1951.

L'Assistant-procureur général,
30137-o L. DÉSILETS.

Yamaska Villiard Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of March, 1951, incorporating: Paul-Émile Villiard, clerk, Armand Villiard, contractor, and Dame Yvonne Pelletier Villiard, wife separate as to property of Armand Villiard, all of Yamaska, judicial district of Richelieu, for the following purposes:

To engage in and carry on all and any business as general contractors, under the name of "Yamaska Villiard Construction Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Yamaska West, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty first day of March, 1951.

L. DÉSILETS,
30137 Deputy Attorney General.

Action en séparation de biens

Province de Québec, district de St. Hyacinthe, Cour supérieure, N° 6977. Dame Éloise Pépin, des cité et district de St-Hyacinthe, épouse en biens de Willie Désilets, conducteur d'autobus, des mêmes lieux demanderesse vs ledit Willie Désilets, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 16ième jour de mai 1951.

St. Hyacinthe, ce 16 mai 1951.
Le Procureur de la demanderesse,
30172-o P. POTHIER,

Action for separation as to property

Province of Quebec, district of Saint Hyacinthe, Superior Court, No. 6977. Dame Éloise Pépin, of the city and district of St. Hyacinthe, wife common as to property of Willie Désilets, autobus driver, of the same place, plaintiff: vs the said Willie Désilets, defendant.

An action for separation as to property was instituted in this case on the 16th day of May, 1951.

St. Hyacinthe, May 16, 1951.
P. POTHIER,
30172 Attorney for the plaintiff.

Arrêté en Conseil

Order in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 497

Number 497

Québec, le 15 mai 1951.

Quebec, May 15, 1951.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur-en-Conseil

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNANT le permis de circulations sur les terres de la Couronne, entre le 19 mai et le 15 novembre 1951.

CONCERNING travel permits on Crown Lands between May 19th and November 15th, 1951.

ATTENDU QUE pour assurer la protection des bois contre le feu, il convient de mettre en force l'article 144 de la Loi des Terres et Forêts, (Statuts Refondus 1941, chapitre 93) concernant le permis de circulation, l'expérience ayant démontré l'efficacité de cette mesure.

WHEREAS to assure the protection of the forests against fire, it is deemed expedient to put into force section 144 of the Lands and Forests Act (Revised Statutes, 1941, chapter 93), concerning travel permits experience, having proved the efficacy of this measure.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des Terres et Forêts :

IT IS CONSEQUENTLY ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Lands and Forests :

QUE tous ceux qui voudront pénétrer en forêt pendant la période entre le 19 mai et le 15 novembre de l'année 1951, devront au préalable se munir d'un permis de circulation tel que requis par l'article 144 de la Loi des Terres et Forêts (S.R.Q. 1941, chap. 93) et le montrer à tout garde-feu qui l'exigera.

That all those wishing to enter the forests between the 19th of May and the 15th of November of the year 1951, must previously obtain a travel permit as required by section 144 of the Lands and Forests Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 93) and show the said permit to any fire-warden when requested to do so.

30159-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

30159 A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Miscellaneous Notices

ST. ONGE & FOURNIER INC.

ST. ONGE & FOURNIER INC.

Extrait du règlement N° 6 de la compagnie ci-haut mentionnée, concernant la réduction du nombre de ses directeurs de cinq à trois:

Sur proposition de M. Émile St. Onge, il est résolu à l'unanimité, par le présent règlement, portant le N° 6, que le nombre des directeurs de la compagnie soit réduit à trois."

Copie certifiée. Le Président,
J.-A. FOURNIER,
La Secrétaire,

30139-o MARIA ST-ONGE-FOURNIER.

Excerpt from By-law No. 6 of the above-mentioned company, concerning the decrease of the number of its Directors from five to three.

"Upon its being moved by Mr. Emile St. Onge, it was unanimously resolved, by the present By-Law, bearing No. 6, that the number of directors be decreased to three."

Certified Copy J. A. FOURNIER,
President.

30139 MARIA ST-ONGE-FOURNIER,
Secretary.

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "Association of Employees of Standard Felt Products Limited—Association des Employés de Standard Felt Products Limitée", pour l'étude la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province en date du 10 mai 1951.

Le siège social dudit syndicat professionnel est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

30151 Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

The formation of an association, under the name of "Association of Employees of Standard Felt Products Limited—Association des Employés de Standard Felt Products Limitée", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on May 10th, 1951.

The principal place of business of the said Professional syndicate is at Montreal, in the judicial district of Montreal.

30151-o JEAN BRUCHÉSI,
Under-Secretary of the Province.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le dix mai 1951, les règlements du "Club Automobile

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the by-laws of the "Club Automobile Beauce-Dorchester Inc.", as adopted at the special

Beauce-Dorchester Inc.", tels qu'adoptés à l'assemblée générale spéciale tenue le 6 mars 1951, et ce, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 12 mai 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
30153-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 16 mai 1951, les règlements de "Verdun Police and Firemen's Amateur Athletic Association", tels qu'adoptés à l'assemblée régulière tenue le 6 mai 1951, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 16 mai 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
30161-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu l'un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité du Comté de Matane", en date du quatorze mai 1951, dont le siège social est situé à Saint-Adelme, comté de Matane, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétaire de la Province, conformément aux dispositions de l'article 22 de la Loi de l'électrification rurale (9 George VI, chapitre 48).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le seize mai 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
30162-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le 14 mai 1951, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "L'Association Canadienne des Travailleurs du Ciment, Local N° 1", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 16 mai 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
30162-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le 14 mai 1951, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "La Ligue Patronale des Boulangers Indépendants", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 16 mai 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
30162-o JEAN BRUCHÉSI.

general meeting held on the 6th day of March, 1951, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on the tenth day of May, 1951, pursuant to the provisions of section 8 of the Amusement Clubs Act, and section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of May 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the by-laws of "Verdun Police and Firemen's Amateur Athletic Association", as adopted at a meeting duly held on the 6th day of May, 1951, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on the 16th day of May, 1951, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité du Comté de Matane", dated the fourteenth day of May, 1951, whereof the head office is situate at Saint-Adelme, county of Matane, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 22 of the Rural Electrification Act (9 George VI, chapter 48).

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of May, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, under date of May 14, 1951, enacted the termination of the corporate existence of the professional syndicate "L'Association Canadienne des Travailleurs du Ciment, Local N° 1", and such in conformity with the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, May 16, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, under date of May 14, 1951, enacted the termination of the corporate existence of the professional syndicate "La Ligue Patronale des Boulangers Indépendants" and such in conformity with the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, May 16, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le 14 mai 1951, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "Union of the Employees of Mack Trucks of Canada Limited", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 16 mai 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
30162-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National des Employés du Veneer de St-Léonard", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le vingt-six avril 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Léonard, comté de Nicolet.

Le sous-secrétaire de la Province,
30166-o JEAN BRUCHÉSI.

BEVCOURT GOLD MINES LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Règlement trois-A

1. Le nombre des directeurs est, par les présentes, augmenté de cinq (5) à sept (7).

2. L'article 1 du règlement trois est amendé en rayant le mot "cinq" et en y substituant le mot "sept".

Montréal, P.Q., 4 mai 1951.

Certifié vraie copie.

(Seau) L'Assistant-secrétaire,
30173 E. W. MOCKRIDGE.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has enacted, on the 14th of May, 1951, the termination of the corporate existence of the professional syndicate "Union of the Employees of Mack Trucks of Canada Limited", and such, pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
30162 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat National des Employés du Veneer de St-Léonard" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on April twenty-sixth, 1951.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Léonard, county of Nicolet.

JEAN BRUCHÉSI,
30166 Under Secretary of the Province.

BEVCOURT GOLD MINES LIMITED
(No Personal Liability)

By-Law Three-A

1. The Board of Directors is hereby increased from five (5) to seven (7).

2. Article 1 of By-law Three is amended by deleting the word "five" and substituting therefor the word "seven".

Montreal, P.Q., May 4th, 1951.

Certified true copy.

(Seal) E. W. MOCKRIDGE,
30173-o Assistant-Secretary.

Chartes — Abandon de

AVIS LÉGAL

Avis est par les présentes donné que "Albert Gauthier Inc.", demandera permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 10 mai 1951.

Le Président,
30144-o ALBERT GAUTHIER.

AVIS LÉGAL

Avis est par les présentes donné que "Clement's Market Limited", demandera permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 10 mai 1951.

Le Président,
30145-o LEOPOLD CLÉMENT.

Charters — Surrender of

LEGAL NOTICE

Notice is hereby given that the company "Albert Gauthier Inc.", will apply for leave to surrender its charter pursuant to the provisions of section 26 of the Quebec Companies Act.

Montreal, May 10, 1951.

ALBERT GAUTHIER,
30144 President.

LEGAL NOTICE

Notice is hereby given that the company "Clement's Market Limited", will apply for leave to surrender its charter pursuant to the provisions of section 26 of the Quebec Companies Act.

Montreal, May 10, 1951.

LEOPOLD CLÉMENT,
30145 President.

AVIS LÉGAL

Avis est par les présentes donné que "J. F. Robillard Inc.", demandera permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 10 mai 1951.

30146-o Le Président,
J. F. ROBILLARD.

UNITED CONVERTERS INC.

Avis est donné que la compagnie "United Converters Inc.", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, le 7 mai 1951.

30149 Le Secrétaire,
HYMAN VINOKUR.

MONT TREMBLANT RESORTS LIMITED

Avis est donné que la compagnie "Mont Tremblant Resorts Limited", demandera la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, le 10 mai 1951.

30150 Le Secrétaire,
C. B. COOKE.

Avis est par les présentes donné que "Teen-O-Miss Inc.", ayant son bureau-chef dans la cité et le district de Montréal, s'adressera au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de et après la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal de 15e jour de mai, 1951.

Les Procureurs du Pétitionnaire,
STEIN & STEIN.
1435, rue St. Alexandre Ch. 1075.
Montréal, Que. 30154-o

Compagnie dissoute

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu aux procureurs généraux d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Canadian and Foreign Investors Limited", constitué en corporation par lettres patentes en date du 21 juin 1929.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 mai 1951, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce 16 mai 1951.

30163 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée

LEGAL NOTICE

Notice is hereby given that the company "J. F. Robillard Inc.", will apply for leave to surrender its charter pursuant to the provisions of section 26 of the Quebec Companies Act.

Montreal, May 10, 1951.

30146 J. F. ROBILLARD,
President.

UNITED CONVERTERS INC.

Notice is hereby given that "United Converters Inc.", incorporated under the Quebec Companies' Act, and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its Charter under the Provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 7th day of May, 1951.

30149-o HYMAN VINOKUR,
Secretary

MONT TREMBLANT RESORTS LIMITED

Notice is hereby given that "Mont Tremblant Resorts Limited" will make application for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 10th day of May, 1951.

30150-o C. B. COOKE,
Secretary.

Notice is hereby given that "Teen-O-Miss Inc.", having its head office in the City and District of Montreal, will apply to the Honourable Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender its Letters Patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 15th day of May, 1951.

STEIN & STEIN,
Attorneys for Petitioner.
1435 St. Alexander Street, Suite 1075,
Montreal. 30154-o

Company Dissolved

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the Charter of the company "Canadian and Foreign Investors Limited", incorporated by letters patent dated the 21st day of June, 1929.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of May, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 16th day of May, 1951.

30163-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of

par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Costume Regional Inc.—Regional Costume Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 février 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze mai 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 16 mai 1951.

L'Assistant-procureur général,
30163-o L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Highland Ski Tows Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 février 1941.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 mai 1951, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 16 mai 1951.

L'Assistant-procureur général,
30163 L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de "La Compagnie de Distribution Électrique de Témiscouata Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 août 1933.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze mai 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 16 mai 1951.

L'Assistant-procureur général,
30163-o L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Marwest Trading & Holdings Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 juin 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 mai 1951 ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 16 mai 1951.

L'Assistant-procureur général,
30163 L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "New Select Restaurant Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 juillet 1946.

the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Costume Régional, Inc.—Regional Costume, Inc." incorporated by letters patent dated the 25th day of February, 1946.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of May, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of May, 1951.

L. DÉSILETS,
30163 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Highland Ski Tows Limited", incorporated by letters patent dated the 7th day of February, 1941.

Notice is also that from and after the fifteenth day of May, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 16th day of May, 1951.

L. DÉSILETS,
30163-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Compagnie de Distribution Électrique de Témiscouata Limitée" incorporated by letters patent on August 22, 1933.

Notice is also hereby given that from and after the fifteenth day of May, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of May, 1951.

L. DÉSILETS,
30163 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Marwest Trading & Holdings Limited", incorporated by letters patent dated the 27th day of June 1945.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of May, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 16th day of May, 1951.

L. DÉSILETS,
30163-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "New Select Restaurant Inc.", incorporated by letters patent dated the 8th day of July, 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze mai 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 16 mai 1951.

L'Assistant-procureur général,
30163-o L. DÉSILETS.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of May, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of May, 1951.

L. DÉSILETS,
30163 Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "South Centremaque Gold Mines Limited" (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 mai 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze mai 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 16 mai 1951.

L'Assistant-procureur général,
30163-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "South Centremaque Gold Mines Limited" (No Personal Liability), incorporated by letters patent dated the 25th day of May, 1945.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of May, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of May, 1951.

L. DÉSILETS,
30163 Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Wigwam Leather Goods Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 mars 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 mai 1951, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, de 16 mai 1951.

L'Assistant-procureur général,
30163 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Wigwam Leather Goods Inc.", incorporated by letters patent dated the 3rd day of March 1936.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of May, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 16th day of May, 1951.

L. DÉSILETS,
30163-o Deputy Attorney General.

Département de l'Instruction publique

7, mai 1951.

Demande est faite d'annexer, pour les protestants seulement et pour toutes fins des écoles protestantes, les municipalités scolaires de Aylwin N° 2, dans le comté de Gatineau, et Alleyn, dans le comté de Pontiac, à la municipalité scolaire de Aylwin N° 1, dans le comté de Gatineau, et d'ériger le territoire qui est décrit ci-dessous et lequel comprend le territoire de ces trois municipalités, en une municipalité scolaire séparée et distincte pour les protestants seulement sous le nom de "Municipalité scolaire protestante de Aylwin", dans le comté de Gatineau. Le territoire de cette nouvelle municipalité projetée est décrit comme suit:

"a) Tout le canton de Aylwin, dans le comté de Gatineau, borné au nord par le canton de Northfield, à l'est par la rivière Gatineau, au sud par le canton de Low et à l'ouest par le canton de Alleyn.

b) Dans le canton de Alleyn, dans le comté de Pontiac,

Dans les rangs I et II, les lots 1 à 12 inclusivement.

Dans les rangs III, IV, V et VI, les lots 1 à 25 inclusivement.

Cette section (b) est bornée au nord par la rivière Pickanoc.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
30105-19-2 O. J. DÉSALNIERS.

Department of Education

May 7th, 1951.

Application is made to annex for Protestants only and for all Protestant school purposes the school municipalities of Aylwin No. 2, in the County of Gatineau, and Alleyn, in the County of Pontiac, to the school municipality of Aylwin No. 1, in the County of Gatineau, and to erect the territory which is described below, and which includes the territory of these three municipalities, into a separate and distinct school municipality for Protestants only under the name of the "Protestant School Municipality of Aylwin, in the County of Gatineau". The territory of this proposed new municipality is described as follows:

"a) All the Township of Aylwin, in the County of Gatineau, bounded on the north by the Township of Northfield, on the east by the Gatineau River, on the south by the Township of Low and on the west by the Township of Alleyn.

b) In the Township of Alleyn, in the County of Pontiac,

In Ranges I and II, lots 1 to 12, inclusive,

In Ranges III, IV, V and VI, lots 1 to 25, inclusive.

This section (b) is bounded on the north by the Pickanoc River."

O. J. DÉSALNIERS,
30105-19-2-o Superintendent of Education.

N° 456-51.

Québec, le 1er mai 1951.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Wright, dans le comté de Gatineau, les lots 49 à 58 inclusivement des rangs VIII et IX du canton de Wright, et de les annexer à la municipalité scolaire de Blue-Sea-Lake, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique.
30085-19-2-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 456-51

Quebec, May 1, 1951.

Application is made to detach from the school municipality of Wright, in the county of Gatineau, lots 49 to 58 inclusively of ranges VIII and IX of the township of Wright, and to annex them to the School municipality of Blue-Sea-Lake, in the same county.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 508-51.

Québec, le 2 mai 1951.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Chaudière, dans le comté de Lévis, en celui de "Très-Saint-Rédempteur", dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique.
30086-19-2-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 508-51

Quebec, May 2, 1951.

Application is made to change the name of the school municipality of Chaudière, in the county of Lévis, into that of "Très-Saint-Rédempteur", in the same county.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 494-51.

Québec, le 7 mai 1951.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Aimé-des-Lacs", dans le comté de Charlevoix, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Les lots suivants, tous inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Agnès, qui seront détachés de la municipalité scolaire de Sainte-Agnès, dans le comté de Charlevoix, savoir:

- a) 213 à 250 de la concession du Ruisseau des Fresnes;
- b) 251, 251-A, 251-B, 252 à 268 de la deuxième concession du Ruisseau des Fresnes;
- c) 269 à 273 de la concession Ste-Catherine;
- d) 274 à 298 de la concession du lac Nairne;
- e) 299 à 354 de la première concession des Lacs;

Les lots suivants, tous inclusivement, du cadastre officiel du canton De Sales, qui seront détachés de la municipalité scolaire de Notre-Dame-des-Monts, dans le comté de Charlevoix, savoir:

- a) 141 à 145 du rang IV (4);
- b) 340 à 345 et les subdivisions 1 à 18 inclusivement du lot 346; le lot 347 et les subdivisions 1 à 3 inclusivement du lot 348, tous du rang III (3) Est;
- c) 210 à 213 du rang II (2) Ouest;
- d) 226 à 246 du rang X (10);
- e) 247 à 264 du rang XI (11);
- f) 265 à 284 du rang XII (12);
- g) 285 à 316 du rang "C";
- h) 317 à 320 du rang I Ouest;
- i) 349 à 370 du rang II (2) Est;
- j) 371 à 382 du rang "A";
- k) 383 à 405 du rang "B";

Le Surintendant de l'Instruction publique.
30104-19-2-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 494-51

Quebec, May 7, 1951.

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of "Saint-Aimé-des-Lacs", in the county of Charlevoix, the territory hereinbelow described, to wit:

The following lots, all inclusively, of the official cadastre for the parish of Sainte-Agnès, to be detached from the school municipality of Sainte-Agnès, in the county of Charlevoix, to wit:

- a) 213 to 250 of the "Ruisseau des Fresnes" concession;
- b) 251, 251-A, 251-B, 252 to 268 of the second "Ruisseau des Fresnes Concession";
- c) 269 to 273 of the Ste-Catherine concession;
- d) 274 to 298 of the Lake Nairne concession;
- e) 299 to 354 of the first "Concession des Lacs";

The following lots, all inclusively, of the official cadastre for the township De Sales, to be detached from the school municipality of Notre-Dame-des-Monts, in the county of Charlevoix, to wit:

- a) 141 to 145 of range IV (4);
- b) 340 to 345 and subdivisions 1 to 18 inclusively of lot 346; lot 347 and subdivisions 1 to 3 inclusively of lot 348, all of range III (3) East;
- c) 210 to 213 range II (2) West;
- d) 226 to 246 of range X (10);
- e) 247 to 264 of range XI (11);
- f) 265 to 284 of range XII (12);
- g) 285 to 316 of range "C";
- h) 317 to 320 of range I West;
- i) 349 to 370 of range II (2) East;
- j) 371 to 382 of range "A";
- k) 383 to 405 of range "B";

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 925-50

7 mai 1951.

Demande est faite, en vertu des dispositions de l'article 73 de la loi de l'Instruction publique, de détacher le territoire décrit ci-dessous de la municipalité scolaire de Ste-Anne de Bellevue, dans le comté de Jacques Cartier, et de l'annexer pour les protestants seulement et pour toutes fins des écoles protestantes, à la municipalité scolaire protestante de Baie d'Urfé-Senneville, dans le même comté :

Les lots P255 à 294, les lots 214 à 221 et la partie du lot 207-A qui est immédiatement à l'ouest des lots 214 à 221, tous les numéros inclusivement.

Le Surintendant de l'Instruction publique.
30106-19-2 O. J. DÉSALNIERS.

No. 925-50

May 7th, 1951.

Application is made, under the provisions of Section 73 of the Education Act, to detach the territory described below from the school municipality of Ste. Anne de Bellevue, in the County of Jacques Cartier, and annex it, for Protestants only and for all Protestant school purposes, to the Protestant school municipality of Baie d'Urfé-Senneville, in the same County:

Lots P255 to 294, lots 214 to 221, and the part of lot 207-A which is immediately west of lots 214 to 221, all numbers inclusive.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

7 mai, 1951.

Demande est faite, en vertu des articles 72 et 73 de la Loi de l'Instruction publique, de détacher de la municipalité scolaire de St-Etienne de Chelsea, dans le comté de Gatineau, le territoire suivant et l'annexer à la municipalité scolaire de Cantley, dans le même comté:

La partie nord du lot 18, les lots 19 et 20 du rang XIV.

Les lots 15a, 16, 17 et 18 du rang XV.

Les lots 18a, 20 et 21 du rang XVI.

Changement affectera les contribuables protestants seulement.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
30107-19-2

O. J. DÉSAULNIERS.

May 7th, 1951.

Application is made, under Sections 72 and 73 of the Education Act, to detach from the school municipality of St. Etienne de Chelsea, in the County of Gatineau, the following territory and annex it to the school municipality of Cantley, in the same County:

Northern part of lot 18, lots 19 and 20 in Range XIV.

Lots 15a, 16, 17, and 18 in Range XV.

Lots 18a, 20 and 21 in Range XVI.

This change is to affect Protestant rate payers only.

30107-19-2-o

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

7 mai 1951.

Demande est faite, en vertu des articles 72 et 73 de la Loi de l'Instruction publique, de détacher de la municipalité scolaire de St-Mathieu de Belœil, dans le comté de Verchères, le territoire décrit ci-dessous et de l'annexer, pour les protestants seulement et pour toutes fins des écoles protestantes, à la municipalité scolaire protestante de McMasterville, dans le même comté:

Le territoire comprend une partie des lots originaux 1, 2, 3, 4, 7, 9, 10, 16, 18, 564, (Chemin de fer Canadien National) et le lot 15 du cadastre officiel de la paroisse de St-Mathieu de Belœil et toutes leurs subdivisions présentes et futures et les limites d'icelles, suivant ledit cadastre officiel, sont décrits comme suit, à savoir: Partant du point d'intersection de la ligne S.O. du lot 1 avec la ligne sud du lot 564 (emprise du Chemin de fer Canadien National); de là, passant par les lignes et limites en continuité les unes des autres; le prolongement de la ligne S.O. du lot 1 à travers ledit lot 564, ladite ligne traversant le Boulevard Sir Wilfrid Laurier et continuant vers le N.O. jusqu'à un point partant à environ 550 pieds anglais du point de départ; une ligne traversant les lots 1, 2, 3, 4, et 7 passant par deux bornes établies sur le terrain, une à l'intersection de la ligne séparative des lots 2 et 3 et l'autre à l'intersection de la ligne séparative des lots 4 et 7, jusqu'au coin N.O. du lot original 9, une ligne brisée séparant les lots originaux 9, 10 et 15 d'un côté des lots originaux 11 et 14 de l'autre côté, au coin nord dudit lot 15, une ligne traversant les lots originaux 16 et 18 dans une direction perpendiculaire aux lignes latérales s'étendant au centre du chemin nommé Montée-des-Trentes, ladite Montée-des-Trentes et son prolongement dans le Boulevard Sir Wilfrid Laurier sur une longueur de 2450 pieds anglais, ledit prolongement continuant au côté sud de l'emprise du Chemin de fer Canadien National et enfin, ledit côté sud de l'emprise du Chemin de fer Canadien National en allant vers l'ouest jusqu'au point de départ.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
30108-19-2

O. J. DÉSAULNIERS.

May 7th, 1951.

Application is made, under Sections 72 and 73 of the Education Act, to detach from the school municipality of St. Mathieu de Belœil, in the County of Verchères, the territory described below and to annex it, for Protestants only and for all Protestant school purposes, to the Protestant school municipality of McMasterville, in the same County:

The territory comprises a part of original Lots 1, 2, 3, 4, 7, 9, 10, 16, 18, 564, (Canadian National Railway) and Lot 15 of the Official Cadastre of the Parish of St. Mathieu de Belœil, and all their present and future sub-divisions and the limits whereof, referring to said Official Cadastre, are described as follows, to wit: starting from the point of intersection of the S. W. line of Lot 1 with the south line of lot 564 (Canadian National Railway right of way); thence, passing by the following lines and boundaries, successively following each other; the extension of the S. W. line of Lot 1 across the said Lot 564, the said line crossing the Sir Wilfrid Laurier Boulevard and continuing towards the N. W. to a point starting at about 550 English feet from the starting point; a line crossing lots 1, 2, 3, 4, and 7 passing by two boundaries established on the land, one at the intersection of the dividing line of Lots 2 and 3 and the other at the intersection of the dividing line of Lots 4 and 7, to the N. W. corner of original Lot 9, a broken line dividing original Lots 9, 10 and 15 on one side of original lots 11 and 14 from the other side, to the Northern corner of said Lot 15, a line crossing original Lots 16 and 18 in a perpendicular direction to the lateral lines, extending to the centre of the road called Montée-des-Trentes, the said Montée-des-Trentes, and its extension in Sir Wilfrid Laurier Boulevard on a length of 2450 English feet, the said extension continuing to the south side of the Canadian National Railway right of way and finally, the said south side of the Canadian National Railway right of way, going toward the West to the starting point.

30108-19-2-o

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 371-51.

Québec, le 14 mai 1951.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Haute-rive", dans le comté de Saguenay, le territoire ci-dessous décrit, qui fait actuellement partie d'aucune municipalité scolaire déjà organisé, savoir:

Ce territoire comprendra la partie occidentale du canton Lafèche, c'est-à-dire un territoire borné au nord par la limite du susdit canton, à l'ouest et au sud par la rivière Manicouagan,

No. 371-51

Quebec, May 14, 1951.

Application is made to erect into a separate school municipality under the name of "Haute-rive", in the county of Saguenay, the territory hereunder described, actually forming part of no already organized school municipality, to wit:

This territory will comprise the western part of the township of Lafèche, that is to say a territory bounded on the north by the limit of the aforesaid township, on the west and south

à l'est, par la limite de la paroisse de Baie-Comeau, la rivière et le lac à la Chasse et la partie supérieure de la rivière-aux-Anglais. De plus, cette municipalité scolaire comprendra une portion du canton Manicouagan, désignée sous les noms de Blocs G, D et M.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
30160-20-2-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 572-50.

Québec, le 16 mai 1951.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Eustache, dans le comté des Deux-Montagnes, le territoire ci-dessous décrit, et de l'ériger en une municipalité scolaire distincte, pour les contribuables catholiques seulement, sous le nom de "Sainte-Marthe-sur-le-Lac", dans le comté des Deux-Montagnes.

Le territoire de cette nouvelle municipalité scolaire comprendra les terrains connus sous les numéros 123 à 198 inclusivement, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Eustache, et sera borné comme suit:

Vers le sud-est par le lac des Deux-Montagnes, vers le nord-est par le lot no 121, par le chemin du Lac, par le lot no 122 et par les lots nos 247, 249, 252, 254, 257, 260, 263 et 265 du même cadastre; vers le nord par les lots nos 245, 247 et 249 à 268 inclusivement; vers l'ouest par les lots nos 241, 254, 255, 258, 261, 265 et 266; vers le sud-ouest par la ligne limitative entre la paroisse de Saint-Eustache et la paroisse de Saint-Joseph.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
30169-20-2-o O. J. DÉSALNIERS.

Québec, 16 mai 1951.

Les commissions scolaires protestantes suivantes ont présenté requêtes afin d'obtenir l'érection d'une commission scolaire centrale conformément à la Loi 8 George VI, chapitre 15, division 1, articles 1 et 3: Farnham, Philipsburg, Stanbridge-Est, Cowansville, Bedford, St-Armand-Ouest, St-Ignace de Stanbridge, St-Sébastien (Co. Iberville).

Lors d'une assemblée du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique tenue jeudi, 10 mai 1951, il a été résolu, suivant la Loi 8 George VI, chapitre 15, division 1, article 2, que le nom de la commission sera Commission scolaire centrale protestante du comté de Missisquoi.

Les membres de la commission scolaire centrale seront nommés comme suit:

Un membre sera nommé par résolution des commissaires d'écoles protestantes de Cowansville.

Un membre sera nommé par résolution des commissaires d'écoles protestantes de Bedford.

Un membre sera élu par les délégués des commissaires d'écoles protestantes des municipalités scolaires de Cowansville et Bedford.

Un membre sera élu par les délégués des commissaires d'écoles protestantes de St-Ignace de Stanbridge, Stanbridge-Est, et par les syndics d'écoles de Farnham.

Un membre sera élu par les délégués des commissaires d'écoles protestantes des municipalités scolaires de St-Armand-Ouest, village de Philipsburg et par les syndics d'écoles de St-Sébastien.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
30177 O. J. DÉSALNIERS.

by the Manicouagan River, on the east by the limit of the parish of Baie Comeau, the river and "lac à la Chasse" and the upper part of "Rivière-aux-Anglais". Moreover, said school municipality shall comprise a portion of the township of Manicouagan, designated as Blocks G, D and M.

30160-20-2 O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

No. 572-50

Quebec, May 16, 1951.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Eustache, in the county of Two-Mountains, the territory hereinbelow described, and to erect it into a separate school municipality, for Catholic taxpayers only, under the name of "Sainte-Marthe-sur-le-Lac", in the county of Two Mountains.

The territory of this new school municipality to comprise the lots of land known under numbers 123 to 198 inclusively, of the official plan and book of reference for the parish of St-Eustache, and to be bounded as follows:

Towards the southeast by the Lake of Two Mountains; towards the northeast, by lot No. 121, by the Lake road, by lot No. 122 and by lots Nos. 247, 249, 252, 254, 257, 260, 263 and 265 of the same cadastre; towards the north by lots Nos. 245, 247 and 249 to 268 inclusively; towards the west by lots Nos. 241, 254, 255, 258, 261, 265 and 266; towards the southwest by the limit line between the parish of Saint-Eustache and the parish of Saint-Joseph.

30169-20-2 O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

Quebec, May 16, 1951.

The following Protestant school boards have petitioned for the erection of a central school board in accordance with the Act 8 Geo. VI, Chapter 15, Division I, Section 1 and 3: Farnham, Philipsburg, Stanbridge East, Cowansville, Bedford, St. Armand West, St. Ignace de Stanbridge, St. Sébastien (Iberville Co.).

At a meeting of the Protestant Committee of the Council of Education held on Thursday, May 10th, 1951, it was resolved, in accordance with the Act 8 Geo. VI, Chapter 15, Division I, Section 2, that the name of the board shall be Missisquoi County Protestant Central School Board.

The members of the central board shall be appointed as follows:

One member shall be appointed by resolution of the Protestant Board of School Commissioners of Cowansville.

One member shall be appointed by resolution of the Protestant Board of School Commissioners of Bedford.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of School Commissioners of the school municipalities of Cowansville and Bedford.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of School Commissioners of St. Ignace de Stanbridge, Stanbridge East and by the School Trustees of Farnham.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of School Commissioners of the school municipalities of St. Armand West, Philipsburg Village and by the School Trustees of St. Sébastien.

30177-o O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

17 mai 1951.

Avis public est, par les présentes, donné que le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, lors d'une assemblée régulière tenue en la cité de Montréal, le 10 mai 1951, a passé une résolution en vertu de l'article 7 de la Loi 8 George VI, chapitre 15, une loi qui pourvoit à l'incorporation des commissions scolaires centrales protestantes, pour demander au Lieutenant-gouverneur d'amender la constitution de la commission scolaire centrale protestante Macdonald, laquelle a été érigée par l'arrêté en conseil N° 285 daté du 4 mars 1948 et amendé par l'arrêté en conseil N° 1205 daté du 27 octobre 1949. Suivant ce nouvel amendement proposé, la constitution de la commission scolaire centrale protestante Macdonald se lira comme suit:

Trois membres seront nommés par résolution des commissaires d'écoles protestantes de Baie d'Urfé-Senneville.

Un membre sera nommé par résolution des syndics d'écoles protestantes de Ste-Anne de Bellevue.

Un membre sera élu par les délégués des commissaires d'écoles protestantes de Dorion et de l'Île Cadieux et des syndics d'écoles protestantes de l'Île Perrot.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O. J. DÉSALNIERS.

30170

Par W. P. P.

May 17th, 1951.

Public notice is hereby given that the Protestant Committee of the Council of Education, at a regular meeting held in the city of Montreal on May 10th, 1951, passed a resolution under section 7 of the Act 8 George VI, chapter 15, an Act to provide for the incorporation of Protestant Central School Boards, to ask the Lieutenant-Governor in Council to amend the constitution of the Macdonald Protestant Central School Board, which was erected by order-in-council No. 285, dated March 4th, 1948, and amended by order-in-council No. 1205, dated October 27th, 1949. According to this proposed new amendment the constitution of the Macdonald Protestant Central School Board will be as follows:

Three members shall be appointed by resolution of the Protestant Board of School Commissioners of Baie d'Urfé-Senneville.

One member shall be appointed by resolution of the Protestant Board of School Trustees of Ste. Anne de Bellevue.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Board of School Commissioners of Dorion and Isle Cadieux and of the Protestant Board of School Trustees of Isle Perrot.

O. J. DÉSALNIERS,

per W. P. P.

30170-o

Superintendent of Education.

Département du Travail

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (R.S.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre

D'UNE PART:

L'Association Patronale du Commerce de Québec, Inc., section des manufacturiers de boîte de carton et sac de papier,

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat Catholique des Employés des industries de la boîte de carton et du sac de papier de Québec, Inc., pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions ci-après décrites:

I. *Jurisdiction: a) Jurisdiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret comprend les districts judiciaires de Kamouraska, Montmagny, Beauce, Arthabaska, St-François, Nicolet, Québec, Trois-Rivières, Roberval, Chicoutimi, Saguenay.

b) *Jurisdiction industrielle:* La juridiction industrielle du décret comprend la fabrication des boîtes de carton, des boîtes faites d'imitation de bois, faites en partie ou finies avec papier ou carton, et de toutes autres boîtes à base de fibre, pulpe ou papier non gaufré. Toutefois, le décret ne régit pas la fabrication des boîtes de bois et carton, si le carton est utilisé comme matière accessoire. Le Comité paritaire s'en rapporte à la classification de la Commission des Accidents du Travail qui détermine, pour fins de cotisation, si une industrie est essentiellement engagée dans la

Department of Labour

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association patronale du Commerce de Québec, inc." (Paper box and paper bag manufacturers division)

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat catholique des employés des industries de la boîte de carton et du sac de papier de Québec, inc.", for the employers and the employees of the industry and the trades concerned according to the following conditions:

I. *Jurisdiction: a) Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree comprises the judicial districts of Kamouraska, Montmagny, Beauce, Arthabaska, St. François, Nicolet, Quebec, Trois-Rivières, Roberval, Chicoutimi, Saguenay.

b) *Industrial jurisdiction:* The industrial jurisdiction of the decree comprises the manufacturing of paper boxes, of wood-imitation boxes, partly made or completed with paper or cardboard, and of all other fibre, pulp or paper boxes made of uncorrugated material. However, the decree neither applies to the manufacturing of wood and paper boxes when the paper is used as accessory material. The Parity Committee shall abide by the classification of the Workmen's Compensation Commission which determines, for levy purposes, whether an industry is essentially

fabrication de la boîte de bois ou dans celle de la boîte de carton.

c) *Jurisdiction professionnelle*: Le décret ne régit que les salariés pour lesquels un taux de salaire est déterminé dans les articles spécifiant les taux de salaires minima ainsi que les salariés des métiers de l'imprimerie travaillant dans l'industrie de la boîte de carton.

II. *Définitions*: Pour les fins d'application du décret, les mots suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Les mots "contremaître" ou "contremaîtresse" désignent toute personne qui transmet les ordres de l'employeur, distribue l'ouvrage, surveille les travaux et travaille elle-même le métier.

b) Les mots "assistant-contremaître" désignent toute personne qui transmet les ordres du contremaître, distribue l'ouvrage et surveille les travaux en l'absence du contremaître ou sous ses ordres.

c) Le mot "apprenti" désigne tout salarié qui apprend l'une ou l'autre des opérations régies par le décret.

d) Le terme "travailleuse à la main" désigne toute salariée travaillant à la table et qui confectionne ou habille, soit complètement ou en partie, des boîtes de carton ordinaire où il n'entre que du papier et carton, des boîtes de luxe, de bijoux, nécessitant l'emploi de papier de qualité ou d'étoffe tels que velours, soie, etc.

Notwithstanding the above definition, at least 20% of the total of these workers shall be considered as "hand worker, class A."

e) Le terme "préposée au paquetage" désigne toute salariée qui fait l'attachage ou le paquetage des boîtes solides.

f) Le mot "expéditeur" désigne tout salarié qui a la responsabilité de l'expédition et de la réception des marchandises.

g) Les mots "mécanicien de machines fixes" et "chauffeur" désignent tout salarié régi par la Loi des mécaniciens de machines fixes (S.R.Q., 1941, ch. 178).

h) Le terme "aide-de-manufacture" désigne tout salarié préposé à la fabrication des caisses à claire-voie (crates) pour expédition et qui aide les salariés des autres départements lorsqu'il y a accumulation, et exécute divers autres travaux d'urgence ou d'entretien.

i) "Mécanicien de guillotine". Il doit y avoir au moins un mécanicien de guillotine de première classe dans chaque atelier; les autres peuvent être de deuxième classe.

j) Le mot "machiniste" désigne tout salarié reconnu comme mécanicien et travaillant exclusivement à la réparation des machines.

III. *Salaire minima*: Le salaire minimum des salariés affectés à la fabrication des boîtes, des chauffeurs de bouilloires, des mécaniciens de machines fixes et des salariés préposés à l'expédition, à la livraison, à l'entretien ou à la réparation des immeubles et machines est le suivant pour les catégories ci-après:

a) <i>Salariées</i> :	
Contremaîtresse.....	\$0.65
Travailleuse à la main, 1ère classe.....	0.60
Travailleuse à la main, 2ème classe.....	0.53
Epiluseuse.....	0.51
Fileuse de machine Brightwood.....	0.51
Fileuse de machine automatique à coller ..	0.51
Fileuse de machine à quatre coins.....	0.51
Mécanicienne de machine à couvrir.....	0.53
Mécanicienne de goummeuse à la main.....	0.51
Mécanicienne de machine Stokes & Smith	0.53
Mécanicienne de machine Redington.....	0.53

engaged in the manufacturing of wooden boxes or in that of paper boxes.

c) *Professional jurisdiction*: The decree applies only to the employees for which a wage rate is established in sections stipulating minimum wage rates, and to the employees of the printing trades working in the paper box industry.

II. *Definitions*: For the purposes of enforcement of the decree, the following words have the meaning hereafter given to them:

a) The words "foreman" or "forelady" mean any person transmitting orders from the employer, dividing the work, supervising operations and performing trade work.

b) The words "assistant-foreman" or "assistant forelady" mean any person generally assisting the foreman, seeing to the proper carrying out of the latter's orders and, also, performing trade work.

c) The word "apprentice" designates one learning any one of the trades governed by the decree.

d) The term "hand worker" means any female employee doing table work and who makes or covers, in whole or part, ordinary paper boxes made of paper and cardboard only, fancy and jewel boxes requiring quality paper or tissue such as velvet, silk, etc.

Notwithstanding the above definition, at least 20% of the total number of such workers shall be considered as "hand worker, class A".

e) The word "packer" designates any female employee committed to the tying or packing of solid boxes.

f) The word "shipper" means any employee committed to the shipping and receiving of goods.

g) The words "stationary engineman" and "fireman" mean any employee governed by the Stationary Enginemen's Act (R.S.Q., 1941, c. 178).

h) The words "general helper" mean any employee committed to the manufacturing of shipping crates and who helps the employees of other departments in cases of excess of work and does other-urgent or maintenance work.

i) "Cutters on knife". There shall be at least one first-class cutter on knife in every plant, the others may be of second class.

j) The word "machinist" means any employee known as mechanic and committed exclusively to the repair of machines.

III. *Minimum wage rates*: The minimum wages of the employees working in the manufacturing of boxes, of boiler firemen, stationary enginemen, those working in the shipping and delivery departments, building and machinery repair and maintenance men, shall be the following for the respective categories of employees hereinafter mentioned:

a) <i>Female Employees</i> :	
Forelady.....	\$0.65
Hand worker, first class.....	0.60
Hand worker, second class.....	0.53
Stripper.....	0.51
Brightwood machine feeder.....	0.51
Automatic glueing machine feeder.....	0.51
Four-corner machine feeder.....	0.51
Covering machine operator.....	0.53
Hand fed machine table gummer.....	0.51
Stokes and Smith machine operator.....	0.53
Redington Machine operator.....	0.53

Mécanicienne de machine à renforts.	0.53	Staying machine operator.	0.53
Mécanicienne de machine à piquer.	0.53	Stitcher.	0.53
Mécanicienne de machine à poser les dessus	0.53	Top-piece machine operator.	0.53
Mécanicienne sur tout autre machine non		Operator on any other machine, not clas-	
mentionnée plus haut.	0.51	sified above.	0.51
Préposée à l'assemblage des divisions.	0.51	Division assembler.	0.51
Préposée à l'emballage.	0.51	Packer.	0.51
Rabatteuse et plieuse.	0.51	Folder.	0.51

Apprenties dans les classifications ci-dessus:

1er semestre: 20% de moins que la classification régulière.

2ème semestre: 10% de moins que la classification régulière.

Nonobstant les dispositions de cet article, aucune apprentie ne doit recevoir une rémunération inférieure au taux établi par l'échelle de base auquel elle a normalement droit. Le taux établi par l'échelle de base a préséance en tout temps.

L'échelle de base des salariées est la suivante:

1er trimestre.	\$0.38
deuxième trimestre.	0.43
troisième trimestre.	0.46
quatrième trimestre.	0.48

Le temps de service acquis par chacune des salariées au moment de l'entrée en vigueur du décret doit être pris en considération pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée.

b) Salariés:

Contremaître.	1.13
Assistant-contremaître.	0.99
Aide de manufacture.	0.75
Bobineur.	0.76
Chauffeur de camion.	0.82
Eplucheur.	0.70
Expéditeur.	0.86
Assistant-expéditeur.	0.71
Surveillant de nuit.	0.67
Faiseur de matrice.	10.1
Assistant faiseur de matrice.	0.74
Fileur de machine Brightwood.	0.73
Fileur de presse à plateau à découper.	0.73
Fileur, presse cylindre à découper.	0.73
Fileur, machine à quatre coins.	0.73
Machiniste.	0.91
Préposé à l'entretien et à la réparation.	0.78
Mécanicien de machine Brightwood.	0.86
Mécanicien de machine autom. à coller.	0.94
Mécanicien de machine emporte-pièces.	0.73
Mécanicien de guillotine, 1ère classe.	0.90
Mécanicien de guillotine, 2ème classe.	0.81
Mécanicien de margeur mitrailleuse.	0.90
Mécanicien de monteuse double.	0.83
Mécanicien de monteuse simple.	0.80
Mécanicien de machine à quatre coins.	0.86
Préposé à la scie circulaire.	0.74
Pressier — presse à rebuts.	0.72
Pressier — presse à plateau à découper.	0.84
Pressier — presse cylindre à découper.	0.90

Apprentis dans les classifications ci-dessus:

1er semestre: 20% de moins que la classification régulière;

2ème semestre: 10% de moins que la classification régulière.

Nonobstant les dispositions de cet article, aucun apprenti ne doit recevoir une rémunération inférieure au taux établi par l'échelle de base auquel il a normalement droit. Le taux établi par l'échelle de base a préséance en tout temps.

Mécanicien, 4ème classe.	0.74
Chauffeur de bouilloire.	0.69

L'échelle de base des salariés est la suivante:

a) pour les salariés de 18 ans et plus:

premier trimestre.	0.52
deuxième trimestre.	0.57

Apprentices on above mentioned operations:

1st six months: 20% less than the regular classification.

2nd six months: 10% less than the regular classification.

Notwithstanding the provisions of this section, no apprentice shall receive less than the rate mentioned in the basic scale and to which she is normally entitled. The rate established by the basic scale shall prevail at all times.

The basic wage scale shall be the following:

1st three (3) months.	0.38
2nd three (3) months.	0.43
Third (3) three months.	0.46
Fourth (3) three months.	0.48

The service period acquired by each female employee at the time of the coming into force of the present decree shall be taken into account to determine her wages as per the above basic scale.

b) Male Employees:

Foreman.	\$1.13
Assistant-foreman.	0.99
General Helper.	0.75
Slitter Operator.	0.76
Truck Driver.	0.82
Stripper.	0.70
Shipper.	0.86
Assistant-shipper.	0.71
Night watchman.	0.67
Die maker.	10.1
Assistant die maker.	0.74
Brightwood feeder.	0.73
Platen Press operator.	0.73
Cylinder box press operator.	0.73
Four-corner machine feeder.	0.73
Machinist.	0.91
Repair and maintenance man.	0.78
Brightwood machine operator.	0.86
Automatic glueing machine operator.	0.94
Punch operator.	0.71
Cutter on knife, first class.	0.90
Cutter on knife, second class.	0.83
Scorer.	0.90
End piece operator, double.	0.86
End piece operator, single.	0.84
Four-corner stayer operator.	0.82
Circular Saw operator.	0.74
Bale press operator.	0.70
Platen press operator.	0.83
Cylinder press box operator.	0.90

Apprentices on above mentioned operations:

1st six (6) months: 20% less than the regular classification.

2nd six (6) months: 10% less than the regular classification.

Notwithstanding the provisions of this section, no apprentice shall receive less than the rate mentioned in the basic scale and to which he is normally entitled. The rate established by the basic scale shall prevail at all time.

Engineman, 4th class.	0.74
Boiler fireman.	0.69

The basic wage scale shall be the following:

a) for employees of 18 years of age or over:	
First three (3) months.	0.52
Second three (3) months.	0.57

troisième trimestre	0.62	Third three (3) months	0.62
quatrième trimestre	0.67	Fourth three (3) months	0.67
b) pour les salariés de moins de 18 ans:		b) for employees under 18 years of age:	
1er trimestre	0.43	1st three months	0.43
2ième trimestre	0.48	2nd three months	0.48
3ième trimestre	0.50	3rd three months	0.50
4ième trimestre	0.52	4th three months	0.52

Le temps de service acquis par chacun des salariés au moment de l'entrée en vigueur du décret doit être pris en considération pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée.

Note: — Les parties contractantes ont convenu de mettre en vigueur à compter de la première semaine complète de mai 1951, les taux minima de salaires déterminés dans le décret.

IV. a) La semaine normale de travail est: 1° pour les salariés de l'industrie de la boîte de carton, quarante-huit (48) heures, réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. les cinq premiers jours de la semaine, et de 7 a.m. à midi le samedi.

2° pour les mécaniciens de machines fixes et les chauffeurs, de soixante (60) heures réparties sur toute la semaine.

b) Les heures de travail de l'équipe de nuit sont réparties entre les heures de la fin et du commencement du travail de l'équipe de jour, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.

V. Travail supplémentaire: Tout travail supplémentaire exécuté en dehors des heures prévues à l'alinéa "1" du paragraphe "a" de l'article IV ainsi que celui fait en surplus de la semaine normale établie audit article, est considéré comme travail supplémentaire aux fins du décret et doit être payé au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier.

VI. Travail de nuit: L'équipe de nuit doit être rémunérée sur la base de quinze pour cent (15%) de plus que le taux du salaire régulier et toute rémunération pour travail supplémentaire doit comprendre ce quinze pour cent (15%).

VII. a) Les salaires plus élevés que ceux stipulés à l'article III, actuellement payés à des salariés, ne peuvent être diminués durant l'existence du décret à condition, toutefois, que le salarié garde le même emploi et assume les mêmes obligations.

b) Le salaire doit être payé au salarié toutes les semaines en deniers ayant cours légal dans cette Province. Il doit lui être payé dans une enveloppe scellée sur laquelle sont inscrits ses nom et prénoms, la date de la semaine, le nombre d'heures rémunérées, le taux du salaire horaire, le montant contenu dans l'enveloppe; celle-ci doit être initialement par la personne qui a fait la paye.

c) Un salarié occupé au cours de la semaine, mais de façon régulière, à divers travaux pour lesquels des taux horaires différents sont spécifiés dans le décret est considéré comme appartenant à la catégorie des salariés les mieux rémunérés et doit être payé au tarif de cette catégorie.

VIII. a) Cependant lorsque, par exception, un salarié au cours d'une semaine est appelé à faire un travail autre que son emploi régulier, classifié dans une catégorie différente et à un taux supérieur à la sienne, il doit être payé à ce taux supérieur pour le temps seulement qu'il a fait dans cette occupation occasionnelle.

b) Lorsque chômées et ouvrables, les fêtes suivantes sont payées au taux du salaire régulier: le jour de Noël, le Premier de l'An, l'Épiphanie, la St-Jean-Baptiste et la fête du Travail. Toutefois, pour bénéficier de ces fêtes payées l'employé doit avoir travaillé ou avoir été à la

The service period acquired by each employee at the time of the coming into force of the decree shall be taken into account to determine his wages as per the above basic scale.

Note: The contracting parties have agreed to apply the minimum rates determined in the decree as from the first complete week of May 1951.

IV. Provisions respecting the hours of work: a) The regular week of work shall consist:

1. for the employees of the paper box industry, of 48 hours distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. for the first five days of the week, and between 7.00 a.m. and twelve (noon) on Saturday.

2. for stationary enginemen and firemen, of 60 hours distributed upon the entire week.

b) Night shift: Working hours of the night shifts shall be distributed between the hours of the finishing and starting time of the day shift, on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.

V. Overtime work: Shall be considered as overtime work, for the purposes of the decree, any work performed in excess of the hours stipulated in paragraph 1 of subsection "a" of section IV, and that done in excess of the regular week, as indicated in section IV and it shall be paid at the rate of time and one half based upon the regular rate of pay.

VI. Night work: The shift shall be paid on the basis of fifteen (15%) per cent in excess of the regular rate of pay, and any remuneration for overtime work shall include this fifteen (15%) per cent.

VII. a) Wages actually higher than those mentioned in section III, which are paid to employees, shall not be reduced for the entire duration of the decree providing such employees keep the same obligations and duties.

b) The wages shall be paid weekly to the employees with money which is current in this Province. It shall be remitted in a sealed envelope on which shall be written: his name, his registration number, the date of the week or period of labour, the number of hours paid for, the hourly rate to pay, the amount contained in the envelope; the latter shall be initialed by the pay clerk.

c) An employee who performs, during the week, various operations for which different hourly rates are specified in the decree, shall be considered as belonging to that category of employees receiving the highest rate of pay, and paid accordingly.

VIII. a) However, should an employee be called, occasionally, during anyone week, to perform an operation other than his regular work and classified in a different category for which a higher rate than his is established, he shall receive such higher rate only for the time worked in the said occasional occupation.

b) When the following holidays fall on a work day and are not worked, they shall be paid at the regular rate of pay: Christmas Day, New Years' Day, Epiphany Day, St-Jean Baptiste Day and Labour Day. However, to be entitled to these holidays with pay, the employee shall work, or

disposition de son employeur la veille et le lendemain des dites fêtes.

IX. Dispositions relatives aux jours chômés et aux vacances: a) *Jours chômés:* Les jours chômés pour les fins d'application du décret sont les suivants: Les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi Saint jusqu'à midi, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception et le jour de Noël. Toutefois, les employeurs ont la faculté de ne chômer que l'une ou l'autre des deux fêtes de la Saint-Jean-Baptiste ou de la Confédération.

Aux salariés qui travaillent les jours de fêtes religieuses, on doit faciliter l'accomplissement de leurs devoirs religieux.

b) *Vacances payées:*

i. Tout salarié régi par le décret qui, au 30 avril de chaque année, possède une année de services continus pour le même employeur ou dans le même établissement a droit à un congé annuel payé et continu d'une semaine. La date de tel congé est laissée à la discrétion de l'employeur à la condition, toutefois, que ledit congé soit octroyé dans les douze mois de la date à laquelle le droit à tel congé est acquis.

ii. S'il n'a pas un an de services continus pour son employeur au moment du congé annuel, il a droit à un congé continu payé d'une durée minimum d'autant de demi-jours qu'il a de mois de calendrier de services continus pour cet employeur.

iii. La durée des services continus doit s'entendre de la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompue sans qu'il y ait résiliation de contrat.

iv. Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de fermeture, les périodes de congé annuel, de délai-congé, les absences autorisées si le salarié n'a pas occupé pendant ces journées un autre emploi rémunéré.

c) *Remunération:* Le salarié a droit pour son congé à une rémunération équivalente:

i. S'il est engagé et payé à la semaine ou pour une plus période, au salaire auquel il aurait droit s'il travaillait pendant les jours de travail de sa période de congé;

ii. S'il est payé suivant un autre mode, à deux pour cent (2%) du salaire gagné durant la période de services lui donnant droit à un tel congé.

d) *Échéance de la rémunération:* Avant le départ du salarié visé par le paragraphe "b" l'employeur doit lui payer sa rémunération pour ce congé.

e) *Période de prise de congé:* Chaque congé doit être donné dans les douze mois de la date à laquelle le droit à tel congé est acquis.

f) *Fixation de la période de congé:* Le salarié a le droit de connaître au moins quinze (15) jours à l'avance la date de la période de congé.

g) *Congé obligatoire:* Il est interdit à un employeur de remplacer par une indemnité compensatrice le congé annuel payé prescrit par le décret.

X. Dispositions relatives aux apprentis: a) Le nombre des apprentis (sexe masculin) ne doit pas dépasser 20% du total des préposés aux machines suivantes: marqueur-mitrailleuses, guillotine, monteuse simple et double, bobineuse, presse-cylindre à découper, presse à plateau à découper, machine automatique à coller, emporte-pièce, colleuse Brightwood, machine à renforts et machine à quatre coins.

be at the disposal of his employer the day before and the day after such holidays.

IX. Provisions respecting observed holidays and vacations: a) *Observed holidays:* Observed holidays, for the purposes of enforcement of the decree, shall be the following: Sunday, New Year's Day, Epiphany, Good Friday until noon, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Dominion Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day. However, the employer may observe either St. John the Baptist Day of Dominion Day.

In the case of employees working on religious holidays steps should be taken to facilitate the carrying out of their religious duties.

b) *Vacation with pay:*

i. Every employee governed by the decree who, on April 30 of each year, has one year of continuous service for the same employer or in the same establishment is entitled to a continuous annual vacation with pay of one week. The date of such vacation shall be set by the employer providing, however, that the said vacation be given in the twelve months following the date on which the right to such vacation has been acquired.

ii. When he has less than one year of continuous service for his employer at the time of the vacation, he is entitled to an annual continuous vacation with pay of at least as many half-days as he has calendar months of continuous service for his employer.

iii. The duration of continuous service shall be the period during which the employee is bound by a labour contract with his employer, even if the carrying out of the said contract has been interrupted without annulment thereof.

iv. The duration of continuous service should not be considered as being interrupted especially in cases of illness, when the contract has not been annulled, of days of closing, of annual vacation periods, of terms of notice, of authorized absences, if, during these days, the employee has not done remunerated work.

c) *Remuneration:* The employee is entitled, for his vacation, to a remuneration equivalent:

i. if employed and paid by the week or a longer period, to the wages which he would have received if he had been working during his vacation period;

ii. if paid on another basis, to two per cent (2%) of the wages earned during the period of service which entitles him to such vacation.

d) *Payment of vacation remuneration:* The employees referred to in subsection "b" shall be given their vacation pay by their employer before they leave for said vacation.

e) *Period of vacation:* Every vacation shall be given within the twelve months following the date on which the right to such vacation has been acquired.

f) *Setting of vacation period:* Every employee shall know of the period of his vacation at least fifteen (15) days in advance.

g) *Compulsory vacation:* No employer may replace by a compensating bonus the annual vacation with pay prescribed by the decree.

X. Provisions respecting apprentices: a) The number of male apprentices shall not exceed 20% of the total number of the operators on the following machines: scorers, cutters on knife, end piece-single and double, slitter, cylinder box press, Platin press, automatic glueing machine, punch Brightwood machine, staying machine, four-corner machine.

b) Le nombre total des apprentis (sexe féminin) ne doit pas dépasser 20% du nombre total des préposées au paquettage et aux machines suivantes: machine "Stokes & Smith", machine à poser les dessus, machine à couvrir, machine à renforts, machine à piquer, gommeuse filée à la main et machine Redington.

b) The number of female apprentices shall not exceed 20% of the total number of packers and of female operators on the following machines: "Stokes and Smith", machine, top-piece machine, covering machine, staying machine, stitching machine, hand-fed table gummer, Redington machine.

XI. *Salaires des métiers de l'imprimerie:* Les conditions de salaires de travail d'apprentissage des salariés, des métiers de l'imprimerie travaillant dans les établissements régis par le décret, sont les mêmes que celle déterminées dans le décret numéro 141, du 8 février 1951, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Québec, ou dans tout autre décret qui pourrait le remplacer à l'exception, toutefois, de la durée réglementaire de travail qui doit être de quarante-huit (48) heures par semaines.

XI. *Employees of the printing trades:* The wages labour and apprenticeship conditions of the employees of the printing trades working in establishments governed by the decree are those mentioned in the decree number 141 of February 8, 1951, relating to the printing trades in the district of Quebec, or in any other decree that could replace it with the exception, however, of the duration of working hours which shall consist of forty-eight (48) hours per week.

XII. Nonobstant les dispositions du présent décret, les parties s'engagent à signer une requête conjointe dans le but de réviser les taux minima ou de base dudit décret dans un délai de soixante (60) jours de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de tout autre décret affectant la même industrie dans un autre centre de la Province, de façon que l'écart entre chacun des taux minima ou de base apparaissant au décret et chacun des taux minima ou de base fixés par tel autre décret ne soient pas supérieurs à cinq pour cent (5%). Si cet autre décret contient des échelles de base n'apparaissant pas au décret, les parties conviennent de les inclure dans leur requête en tenant compte de l'écart ci-haut mentionné.

XII.— Notwithstanding the provisions of the decree, the parties agree to sign a joint request for the purpose of reviewing the minimum of basic rates of the said decree within a delay of sixty (60) days following the publication in the *Quebec Official Gazette* of any other decree governing the same industry in another center of the Province so that the difference between minimum or basic of the decree and the minimum or basic rates rates established and such other decree shall not exceed five per cent (5%). Should another decree contain basic scales omitted in the decree, the parties agree to include same in their request taking into account the difference above mentioned.

XIII. Le décret, dans les limites de sa juridiction territoriale, abroge et remplace le décret numéro 1133 du 1er septembre 1948 et amendement.

XIII. The decree, within the limits of its territorial jurisdiction, repeals and replaces decree number 1133 of September 1, 1948, as amended.

XIV. *Durée du décret:* Le décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et meure en vigueur jusqu'au premier avril 1952. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60), ni de moins de trente (30) jours, avant l'expiration du terme original ou avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit être adressé au Ministre du Travail.

XIV. *Duration of the decree:* The decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until April first, 1952. It then renews itself automatically from year to year, thereafter, unless one of the contracting parties notify the other, in writing, to the contrary not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30), prior to the expiry of the original term or prior to the expiry of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 19 mai 1951.

30174-o

Department of Labour,
Quebec, 19 May, 1951.

30174-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1730 du 23 octobre 1947, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the district of Quebec, rendered obligatory by the decree number 1730 of October 23, 1947, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

1° L'échelle de salaire apparaissant à l'article IV sera remplacée par la suivante:

1. The wage scale contained in section IV will be replaced by the following:

Métiers — Trades

Salaires horaires—Hourly rates
ZONES

	I	II	III	IV
Briqueur, maçon, plâtrier — Bricklayer, plasterer, mason.....	\$1.45	\$1.30	\$1.20	\$1.15
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner.....	1.25	1.20	1.10	1.05
compagnon jr. 1 an — Junior journeyman, one year ..	1.15	1.10	1.05	1.00
Calfat — Caulker.....	0.95	0.90	0.80	0.75
Peintre — Painter.....	1.20	1.15	1.05	1.00
Compagnon jr. 1 an — Junior journeyman, one year.....	1.10	1.05		
Manœuvre ou journalier — Labourer.....	0.95	0.90	0.80	0.75
Faiseur de mortier — Mortar maker.....	0.95	0.90	0.80	0.75
Brasseur de Celanite — Celanite mixer.....	0.95	0.90	0.80	0.75
Couleur de blanc — Plaster pourer.....	0.95	0.90	0.80	0.75
Porteur d'oiseau — Hod carrier.....	0.95	0.90	0.80	0.75
Jointoyeur — Joint pointer.....	1.15	1.05	1.00	0.95
Finisseur de ciment — Cement finisher.....	1.15	1.05	1.00	0.95
Poseur de tuile, marbre et terrazzo — Tile, marble and terrazzo layer	1.20	1.10	1.05	1.00
Compagnon jr. 1 an — Junior journeyman, one year.....	1.05	1.00		
Polisseur de terrazzo à la machine — Terrazzo polishing machine				
operator.....	1.05	1.00	0.90	0.85
Premier semestre — First six months.....	0.95	0.90	0.80	0.80
Tailleur de pierre sur chantier de construction — Stone cutter on				
construction operations.....	1.45	1.30	1.20	1.15
Poseur d'acier d'armature — Reinforcing steel erector.....	1.15	1.10	1.05	1.00
Foreur — Driller.....	1.10	1.05	0.95	0.90
Préposé au marteau pneumatique — Pneumatic hammer operator.....	1.05	1.00	0.90	0.85
Poseur de lattes (bois ou métal) — Latter (wood or metal).....	1.10	1.05	0.95	0.90
Préposé aux pelles mécaniques, tracteurs ou grues — Engineman-				
mechanical shovels, tractors, hoisting.....	1.20	1.10	1.00	0.95
Préposé aux monte-charge non actionné par la vapeur — Freight				
elevator operator, not steam driven.....	1.10	1.00	0.90	0.85
Préposé aux malaxeurs ou compresseurs — Engineman-mixers or				
compressors.....	1.10	1.00	0.90	0.85
Mécanicien de machines fixes et portatives — Engineman-stationary				
and portable machines.....	1.15	1.05	0.95	0.90
Mécanicien en tuyauterie, (plombier, poseur d'appareils de chauffage,				
de réfrigération et de brûleurs à l'huile.) — Pipe mechanic				
(plumber, pipe fitter and refrigeration and oil burner:				
Entrepreneur (services personnels) — Contractor (personal				
services).....	1.65	1.45	1.40	1.35
Compagnon — Journeyman.....	1.25	1.15	1.10	1.05
Compagnon jr. 1 an — Junior journeyman, one year.....	1.10	1.00		
Soudeur en tuyauterie — Pipe welder.....	1.25	1.15	1.10	1.05
Électricien — Electrician:				
Entrepreneur (services personnels) — Contractor (personal				
services).....	1.65	1.45	1.40	1.35
Compagnon — Journeyman.....	1.25	1.15	1.10	1.05
Ferblantier-Couvreur — Tinsmith-roofer:				
Compagnon — Journeyman.....	1.15	1.15	1.10	1.05
Compagnon jr. 1 an — Junior journeyman, one year.....	1.15	1.05		
Mécanicien en isolement d'amiante — Asbestos insulation mechanic				
Isolement de laine minérale — Steel wool insulation, blower method:				
Isolement de laine minérale, soufflage par pression — Steel wool in-				
sulation, blower method:				
Opérateur en chef — Chief operator.....	1.25	1.15	1.10	1.05
Assistant de l'opérateur — Assistant operator.....	1.15	1.05	1.00	0.95
Aide — Helper.....	0.95	0.90	0.80	0.75
Fer et bronze d'ornementation — Ornamental iron and bronze:				
Mécanicien ou forgeron — Mechanic or blacksmith.....	1.20	1.15	1.10	1.05
Compagnon jr. 1 an — Junior journeyman, one year.....	1.10	1.05	1.00	0.95
Gratteur, polisseur et sableur de plancher à la machine — Floor				
scraper, polisher and sander, by hand or with machine.....	1.10	1.05	1.00	0.95
Gardien sur chantier (nuit et jour dimanche et fête) maximum 72				
heures par semaine. — Job watchman (night or day, sundays				
and holidays) maximum of 72 hours per week.....	0.65	0.65	0.65	0.65

Chauffeur de camion employé directement par les entrepreneurs de l'industrie de la construction; \$0.80 l'heure, \$38.00 par semaine dans la zone I seulement.

Truck driver employed directly by contractors of the construction industry: \$0.80 per hour, \$38.00 per week, in zone I only.

2° Le paragraphe g) de l'article IX sera modifié en y ajoutant les mots suivants: "et ce dernier ne peut travailler que sous la surveillance d'un compagnon du même métier".

3° L'échelle de salaire apparaissant à l'article IX, paragraphe j) sera remplacée par la suivante:

2. Subsection "g" of section IX will be amended by adding to it the following words: "and the apprentice shall work only under the direction of a journeyman of the same trade."

3. The wage scale contained in section IX, subsection "j", will be replaced by the following:

Métiers — Trades

Salaires horaires — Hourly rates
1^{re} année 2^e année 3^e année 4^e année
1st year 2nd year 3rd year 4th year

Briqueur, maçon, plâtrier — Bricklayer, plasterer, mason.....	0.50	0.75	0.95	
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner.....	0.45	0.60	0.75	
Peintre — Painter.....	0.45	0.60	0.75	
Poseur de tuile, marbre et terrazzo — Tile, marble and terrazzo setter.....	0.45	0.60	0.75	
Finisseur de ciment — Cement finisher.....	0.45	0.60	0.75	
Mécanicien en tuyauterie, plombier, poseur d'appareils de chauffage et de réfrigération — Plumber and steamfitter, refrigerator mechanic.....	0.45	0.55	0.65	0.75
Soudeur en tuyauterie — Pipe welder.....	0.45	0.60	0.75	
Mécanicien en isolement d'amiante — Asbestos insulation mechanic.....	0.45	0.60	0.75	
Électricien — Electrician.....	0.45	0.55	0.65	0.75
Ferblantier-Couvreur — Tinsmith-roofer.....	0.45	0.55	0.65	0.75
Mécanicien en fer et bronze d'ornementation — Ornamental iron and bronze mechanic.....	0.45	0.55	0.65	0.75

4° L'échelle de salaire apparaissant à l'article XII paragraphe b) (salariés permanents) sera remplacée par la suivante:

4. The wage scale contained in section XII, subsection "b", (permanent employees) will be replaced by the following:

Par semaine—Per week
ZONES
I CII III IV

"Compagnon (ouvriers qualifiés)—Journeyman (skilled workers).....	\$48.00	\$43.00		
Journalier (ouvriers non qualifiés)—Labourer (common worker).....	37.00	36.00		

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 19 mai 1951.

30174-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 19, 1951.

30174-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il se propose de recommander l'approbation de l'amendement suivant au décret numéro 2347 du 27 juin 1944, dans sa teneur modifiée, relatif à la fabrication et au commerce de gros des produits de l'alimentation dans les cités de Québec et de Lévis et un rayon de 50 milles de leurs limites.

L'alinéa iv suivant sera ajouté au paragraphe intitulé "Exemption", apparaissant à l'article II:

"(iv) Les fabricants de bonbons et de chocolat."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that he intends to recommend the approval of the following amendment to the decree number 2347, of June 27, 1944, as amended, relating to the food products manufacturing and wholesale trade in the cities of Quebec and Levis and a radius of 50 miles from their limits.

The following paragraph "iv" be added to the subsection headed "Exemptions", contained in section II:

"(iv) Candy and chocolate manufacturers."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 19 mai 1951.

30174-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour,

Department of Labour,
Quebec, May 19, 1951

30174-o

Département du Trésor

Department of Treasury

AVIS DE RACHAT PAR ANTICIPATION

NOTICE OF REDEMPTION

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

\$10,000,000 D'OBLIGATIONS 3¼% À QUATORZE ANS, EN DATE DU 15 JUILLET 1939, ÉCHÉANT LE 15 JUILLET 1953

\$10,000,000 3¼% FOURTEEN YEAR BONDS DATED JULY 15, 1939, MATURING JULY 15, 1953

Avis est donné par les présentes que toutes les obligations précitées sont par les présentes appelées pour rachat le 15 juillet 1951.

Notice is hereby given that all of the above-mentioned Bonds are hereby called for redemption on July 15, 1951.

Le paiement de ces obligations à leur valeur nominale sera effectué à compter du lundi 16 juillet 1951 en monnaie légale des États-Unis d'Amérique à l'Agence de La Banque Royale du Canada ou à l'Agence de la Banque de Montréal, en la cité de New York, ou, au choix du détenteur, en monnaie légale du Canada au bureau principal, dans les cités de Québec, Montréal ou Toronto, Canada, de La Banque Royale du Canada, de La Banque Provinciale du Canada ou de la Banque de Montréal, sur remise des obligations et des coupons d'intérêt qui y sont annexés et qui échoient postérieurement au 15 juillet 1951; le paiement de l'intérêt exigible le 15 juillet 1951 sera pareillement effectué sur remise des coupons afférents à cette échéance. Les obligations enregistrées devront être accompagnées de tous les documents nécessaires au transfert.

Payment of such Bonds at the face value thereof will be made on or after Monday, July 16, 1951 in lawful money of the United States of America at the Agency of The Royal Bank of Canada or the Agency of the Bank of Montreal, in the City of New York, or, at the option of the holder, in lawful money of Canada at the main office, in the Cities of Quebec, Montreal or Toronto, Canada, of The Royal Bank of Canada, The Provincial Bank of Canada or the Bank of Montreal, upon surrender of the Bonds and the interest coupons thereto annexed maturing subsequent to July 15, 1951; payment of interest becoming due on July 15, 1951 will be similarly made upon surrender of the relative coupons. Registered Bonds should be accompanied by all instruments requisite for transfer.

L'intérêt sur toutes ces obligations cessera de courir à compter du 15 juillet 1951.

Interest on all said Bonds will cease to accrue from and after July 15, 1951.

PROVINCE DE QUÉBEC
ONÉSIME GAGNON

PROVINCE OF QUEBEC
ONÉSIME GAGNON

30138-o
le 18 mai 1951. Trésorier de la Province

30138-o
May 18, 1951. Provincial Treasurer

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DES LAURENTIDES — BAR OF LAURENTIDES

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de juin 1951 — Examinations of June, 1951

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Dugas.....	Claude.....	22	Joliette.
Joly.....	Charles-André.....	24	Joliette.

Joliette, 9 mai 1951. — Joliette, May 9th, 1951.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
MAURICE MAJEAU,
Secretary of the Bar of Laurentides.

30124-19-3-o

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Dubé.....	Antonio.....	22	St-Mathias-de-Cabano.	Université d'Ottawa, Ont.

Rimouski, le 16 mai 1951 — Rimouski, May 16, 1951.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
MAURICE TESSIER,
Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

30167-20-2-o

Greffes de Notaires

Notarial Records

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, que le Conseil de la Chambre des Notaires, à sa réunion qui a été tenue à Montréal, le 16 mai 1951, a accordé à Me Etienne Duval, notaire demeurant et exerçant à Montréal, district judiciaire de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de Me François Payette, notaire décédé.

Montréal, 19 mai 1951.

Le Secrétaire-trésorier de la Chambre
des Notaires,
ARTHUR COURTOIS.

30164-o

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that the Council of the Board of Notaries, at its meeting held in Montreal, on the 16th of May 1951, has granted to Me Etienne Duval, Notary residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of Me François Payette, deceased Notary.

Montreal, May 19th, 1951.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer of the Board
of Notaries.

30164-o

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, que le Conseil de la Chambre des Notaires, à sa réunion qui a été tenue à Montréal, le 16 mai 1951, a accordé à Me Aimé Sansfaçon, notaire demeurant et exerçant à Montréal, district judiciaire de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de Me Gabriel Leblanc, notaire décédé.

Montréal, 19 mai 1951.

Le Secrétaire-trésorier de la Chambre
des Notaires,
ARTHUR COURTOIS.

30165-o

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that the Council of the Board of Notaries, at its meeting held in Montreal, on the 16th of May 1951, has granted to Me Aimé Sansfaçon, Notary residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of Me Gabriel Leblanc, deceased Notary.

Montreal, May 19th 1951.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-treasurer of the Board
of Notaries.

30165-o

Proclamation

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'elles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS, { **A**TTENDU qu'une requête Nous a été présentée par plusieurs personnes intéressées, demandant que des biens-fonds situés dans un territoire non organisé au point de vue municipal soient annexés à la municipalité du canton Langelier, dans le comté municipal de Champlain;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet effet ont été remplies et que ledit territoire est dans les conditions exigées par la Loi;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 26 avril 1951, portant le numéro 451, et conformément aux dispositions de l'article 28 du Code municipal, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire comprenant:
1° le canton de Tourouvre ainsi qu'une partie de la rivière Saint-Maurice et de la rivière Trenché, le tout renfermé dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la rive gauche de la rivière Saint-Maurice avec la ligne séparative des cantons de Tourouvre et de Lan-

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, { **W**HEREAS a petition has been presented to Us by several interested parties, requesting that the properties, situate in a territory not yet organized from a municipal viewpoint, be annexed to the municipality of the township Langelier, in the municipal county of Champlain;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code to that effect have been fulfilled and the said territory meets the requirements exacted by Law;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated the 26th of April, 1951, bearing number 451, and pursuant to the provisions of article 28 of the Municipal Code, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory comprising:
1. The township of Tourouvre and also a part of the Saint-Maurice river and the Trenché river, the whole enclosed within the following boundaries, to wit: starting from the point of intersection of the left shore of the Saint-Maurice river with the division line of the townships Tourouvre

gelier; de là, la dite rive gauche de la rivière Saint-Maurice jusqu'au prolongement de la ligne extérieure nord-ouest du canton de Dumoulin; ledit prolongement jusqu'à la rive droite de la rivière Saint-Maurice; la dite rive droite de la rivière Saint-Maurice jusqu'à un point vis-à-vis la rive droite de la rivière Trenché; la dite rive droite de la rivière Trenché jusqu'à la ligne extérieure nord-est du canton de Tourouvre; cette dernière ligne jusqu'au coin est du canton de Tourouvre et enfin la dite ligne séparative des cantons de Tourouvre et de Langelier jusqu'au point de départ.

2° Ces parties du canton de Dumoulin et de la rivière St-Maurice limitées comme suit: au Nord-Est, cette partie de la rive gauche de la rivière St-Maurice comprise entre le prolongement des lignes extérieures nord-ouest et sud-est du canton de Dumoulin; au Sud-Ouest, une ligne s'établissant entre les dites lignes extérieures nord-ouest et sud-est du canton de Dumoulin dans une direction perpendiculaire aux dites lignes et passant par un point situé à une distance de un mille du point le plus au sud-ouest de la rive droite de la rivière St-Maurice; au Nord-Ouest et au Sud-Est par les parties des dites lignes extérieures nord-ouest et sud-est du canton de Dumoulin et leur prolongement à travers la rivière St-Maurice comprises entre les limites nord-est et sud-ouest ci-dessus décrites.

Lequel territoire, non organisé, sera annexé à la municipalité du canton Langelier, dans le comté municipal de Champlain, telle annexion devant prendre effet, à compter de la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos Fœux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre Très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-sixième jour d'avril en l'année mil neuf cent cinquante et un de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

30143

JEAN BRUCHÉSI.

and Langelier; thence, the said left shore of the Saint-Maurice river as far as the prolongation of the northwest outline of the township Dumoulin; the said prolongation up to the right shore of the Saint-Maurice river; the said right shore of the Saint-Maurice river to a point opposite the right shore of the Trenché river; the said right shore of the Trenché river to the northeast outline of the township Tourouvre; this latter line as far as the east corner of the township Tourouvre and finally the said division line of the townships Tourouvre and Langelier to the starting point.

2. Those parts of the township Dumoulin and the St-Maurice river bounded as follows: on the northeast, that part of the left shore of the St-Maurice river comprised between the prolongation of the northwest and southeast outlines of the township Dumoulin; on the southwest, a line established between the said northwest and southeast outlines of the township Dumoulin in a direction perpendicular to said lines and passing through a point situate at a distance of one mile from the farthest southwest point of the right shore of the St-Maurice river; on the northwest and southeast by parts of said northwest and southeast outlines of the township Dumoulin and their prolongation across the St-Maurice river comprised between the northeast and southwest limits hereinabove described.

The said territory, not yet organized, to be annexed to the municipality of the township Langelier, in the municipal county of Champlain, such annexation to become effective as from the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are, hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-sixth day of April, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-one and the fifteenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

30143

Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

CENTURY BUILDERS LTD — LTÉE

"Avis est donné que la compagnie "Century Builders Ltd — Ltée", constituée en corporation par Lettres Patentes accordées par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, en date du 8 mars 1951, a sa principale place d'affaires à 4000 Boulevard Gouin, dans la Cité de Montréal, district de Montréal."

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 2 avril, 1951.

CENTURY BUILDERS LTD — LTÉE,

Par le Président,

30140-o

ERNEST ST-ANDRÉ,

Head Offices

CENTURY BUILDERS LTD — LTÉE

Notice is given that the company "Century Builders Ltd.—Ltée", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 8th of March, 1951, has established its head office at 4000 Gouin Boulevard, in the city and district of Montréal.

From and after the date of the present notice the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, April 2, 1951.

CENTURY BUILDERS LTD. — LTÉE,

per: ERNEST ST-ANDRÉ,

Président.

30140

FLOR-O-LAC Co. LTD"

"FLOR-O-LAC Co. LTD"

Avis de la situation du bureau principal de la compagnie.

Notice of the situation of the Head Office of the Company.

Avis est donné que la compagnie "Flor-O-Lac Co. Ltd." constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 9 mars 1951, et ayant son bureau principal dans la Cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 327 Place Christin, à Montréal.

Notice is hereby given that the "Flor-O-Lac Co. Ltd.", company incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the ninth day of March 1951, and having its head office of the City of Montreal, has established its office at No. 327 Place Christin, Montreal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Donné à Montréal, ce 13ième jour d'avril 1951.

Dated at Montreal, this thirteenth day of April 1951.

30141-o Le Président,
ALONZO ALAIN.

30141-o ALONZO ALAIN,
President.

Avis est donné que Make-up-Price Auto Sales Ltd, constituée en corporation par Lettres Patentes émises en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 21 mars 1951, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 2221 rue Papineau, à Montréal.

Notice is hereby given that Make-up-Price Auto Sales Ltd, incorporated by Letters Patent under the Quebec Companies' Act on the 21st of March 1951, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at 2221 Papineau St., in the said City of Montreal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

From and after the date of this Notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Donné à Montréal, ce 15ième jour d'avril 1951.

Dated at Montreal, this 15th day of April 1951.

30142-o Le Président,
OSWALD FONTAINE.

30142-o OSWALD FONTAINE,
President.

ASSOCIATION INDUSTRIELLE DE VILLE
ST-LAURENT

ASSOCIATION INDUSTRIELLE DE VILLE
ST-LAURENT

Avis est donné que l'Association Industrielle de Ville St. Laurent, constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 9 janvier 1951, et ayant son siège social en la ville de St-Laurent, district de Montreal, province de Québec, a établi son siège social au N° 250 Boulevard Laurentien, dans ladite ville.

Notice is hereby given that "Association Industrielle de Ville St. Laurent, incorporated by Letters Patent issued under the provisions of Part III of the Quebec Companies Act on the 9th day of January, 1951, and having its head office in the Town of St. Laurent, District of Montreal, in the Province of Quebec, has established its Head Office at No. 250 Laurentian Boulevard in the said Town.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par l'association comme étant son siège social.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Association as being the Head Office of the Association.

Daté à St-Laurent, P.Q., le 7 mai 1951.

Dated at St. Laurent, P.Q., this 7th day of May, 1951.

(Sceau)
30147 Le Président,
CHAS. V. de VOLPI.

30147-o CHAS. V. de VOLPI,
Chairman.

Avis est donné que "Lino-Poseur, Ltée," constituée en corporation par Lettres Patentes émises en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 16 janvier 1951, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 2301 est, rue Ontario, à Montréal.

Notice is hereby given that "Lino-Poseur, Ltée," incorporated by Letters Patent under the Quebec Companies' Act on the 16th day of January 1951, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at 2301 Ontario Street East, in the said City of Montreal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

From and after the date of this Notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Donné à Montréal, ce trentième jour de janvier 1951.

Dated at Montreal, this 31rd of January 1951.

30148-o Le Président,
ALFRED LAGACÉ.

30148-o ALFRED LAGACÉ,
President.

ANJAR REALTY CORPORATION

ANJAR REALTY CORPORATION

Avis est donné que la compagnie "Anjar Realty Corporation", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 2 février 1950, et ayant son siège

Notice is hereby given that "Anjar Realty Corporation," incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec on February 2, 1950, and having its Head Office in Montreal, has es-

social à Montréal, a établi son bureau à 8280 Boulevard St-Laurent, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, 1er mai 1951.

30152 Le Secrétaire,
JACK B. RABINOVICH.

TOR AMERICAN OILS LIMITED

Avis est donné que la compagnie "Tor American Oils Limited" (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 15 août 1950, et ayant son siège social à 222 rue Hôpital, Montréal, Québec, où son bureau était situé jusqu'à ce jour, l'a transporté à 1520 rue de la Montagne, Montréal, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, le 15 mai 1951.

30157 Le Secrétaire,
BENOIT ROBERT.

established its office at 8280 St. Lawrence Blvd., Montreal.

From and after the date of this Notice, the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Montreal, May 1, 1951.

30152-o JACK B. RABINOVICH,
Secretary.

TOR AMERICAN OILS LIMITED

Notice is hereby given that "Tor American Oils Limited" (No Personal Liability) incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec on August 15th, 1950, and having its Head Office at 222 Hospital Street, Montreal, Quebec, where its office was situated up to-day, has moved it to 1520 Mountain Street, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, Quebec, this 15th day of May 1951.

30157-o BENOIT ROBERT,
Secretary.

Soumissions

Province de Québec

COMMISSAIRES DES ÉCOLES PROTESTANTES DE LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE GRANDE-FRESNIÈRE (COMTÉ DEUX-MONTAGNES)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, William W. Woodwark, secrétaire-trésorier, B.P. 50, St-Eustache-sur-le-Lac (Deux Montagnes), jusqu'à 8 heures p.m., mardi le 5 juin 1951, pour l'achat d'une émission de \$555 000 d'obligations des Commissaires des écoles protestantes de la municipalité scolaire de Grande-Fresnière, datées du 1er mai 1951, et remboursables par séries du 1er mai 1952 au 1er mai 1966 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 4% par année, payable semi-annuellement le 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$555,000—15 ans

Année	Capital
1er mai 1952 x	\$79,000.00
1er mai 1953 x	82,000.00
1er mai 1954 x	84,500.00
1er mai 1955 x	87,500.00
1er mai 1956	5,500.00
1er mai 1957	5,500.00
1er mai 1958	5,500.00
1er mai 1959	6,000.00
1er mai 1960	6,000.00
1er mai 1961	6,500.00
1er mai 1962	6,500.00
1er mai 1963	7,000.00
1er mai 1964	7,000.00
1er mai 1965	7,500.00
1er mai 1966	159,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de

Tenders

Province of Quebec

PROTESTANT SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE SCHOOL MUNICIPALITY OF GRANDE FRESNIERE (COUNTY OF TWO-MOUNTAINS)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned William W. Woodwark, Secretary-Treasurer, P.O. Box 50, St-Eustache-sur-le-Lac (Two-Mountains), until 8 o'clock p.m., Tuesday, June 5th, 1951, for the purchase of an issue of \$555,000 of bonds of the Protestant School Commissioners for the School Municipality of Grande-Fresnière, dated May 1st, 1951 and redeemable serially from May 1st, 1952 to May 1st, 1966 inclusively, with interest at a rate not exceeding 4% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The stable of redemption is as follows:

Table of redemption—\$555,000—15 years

Year	Capital
May 1st, 1952 x	\$79,000.00
May 1st, 1953 x	82,000.00
May 1st, 1954 x	84,500.00
May 1st, 1955 x	87,500.00
May 1st, 1956	5,500.00
May 1st, 1957	5,500.00
May 1st, 1958	5,500.00
May 1st, 1959	6,000.00
May 1st, 1960	6,000.00
May 1st, 1961	6,500.00
May 1st, 1962	6,500.00
May 1st, 1963	7,000.00
May 1st, 1964	7,000.00
May 1st, 1965	7,500.00
May 1st, 1966	159,000.00

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$341,333.32

\$341,333.32 accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de \$85,333.33 chacun, de 1952 à 1955 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le paiement du capital et les intérêts quant à cette émission est garanti par la Commission Centrale des comtés d'Argenteuil et Deux-Montagnes, et les obligations porteront une annotation à cet effet.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné à la procédure d'emprunt à St-Eustache, Québec, Montréal, Toronto et Ottawa.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue le cinquième jour de juin 1951, à 8 heures p.m. à l'École de la Grande-Frènière, à St-Eustache-sur-le-Lac, comté des Deux-Montagnes.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions. St-Eustache-sur-le-Lac (comté des Deux-Montagnes), ce 17 mai 1951.

Le Secrétaire trésorier,
WILLIAM W. WOODWARD,

B. P. 50,
St-Eustache-sur-le-Lac,
30176 (Comté des Deux-Montagnes), P.Q.

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE LA VILLE DE SOREL
(Comté de Richelieu)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Théodore Bardier, sec.-trés., Hôtel de Ville, Sorel, comté de Richelieu, jusqu'à 4 heures p.m., lundi le 4 juin 1951, pour l'achat de \$295,000 d'obligations de la commission scolaire de la ville de Sorel, comté de Richelieu, datées du 1er décembre 1950 et remboursables par séries du 1er décembre 1951 au 1er décembre 1970 inclusivement avec intérêt à un taux n'excédant pas 4% par année payable semi-annuellement, les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$295,000—20 ans

Année	Capital
1er déc. 1951.....	x\$16,000.00
1er déc. 1952.....	x 17,000.00
1er déc. 1953.....	x 17,500.00
1er déc. 1954.....	x 18,000.00
1er déc. 1955.....	x 18,500.00
1er déc. 1956.....	x 19,000.00
1er déc. 1957.....	x 20,000.00
1er déc. 1958.....	x 20,500.00
1er déc. 1959.....	x 21,000.00
1er déc. 1960.....	x 21,500.00
1er déc. 1961.....	8,500.00

granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$85 333.33 each, from 1952 to 1955 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

The payment of the capital and interest in respect to the present issue is guaranteed by the Argenteuil and Two Mountains County Central School Board, and the bonds will bear a notation to this effect.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan resolution in St. Eustache, Quebec, Montreal, Toronto and Ottawa.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on the fifth day of the month of June, 1951, at 8 o'clock p.m., at the Grande-Frènière School, at St. Eustache-sur-le-Lac, county of Two-Mountains.

The commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St. Eustache-sur-le-Lac (County of Two-Mountains), this 17th of May 1951.

The Secretary-Treasurer,
WILLIAM W. WOODWARD,

P. O. Box 50,
St. Eustache-sur-le-Lac,
30176-o (County of Two-Mountains), P.Q.

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF THE CITY OF SOREL
(County of Richelieu)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Théodore Bardier, secretary-treasurer, City Hall, Sorel, county of Richelieu, up to four o'clock in the afternoon, Monday the 4th day of June, 1951, for the purchase of \$295,000 of bonds of the school commission of the city of Sorel, county of Richelieu, dated the 1st of December, 1950, and redeemable serially from the 1st of December, 1951, to the 1st of December, 1970, inclusively, with interest at a rate not exceeding 4% per annum, payable semi-annually the 1st of June and 1st of December of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption—\$295,000—20 years

Year	Capital
1st December 1951.....	x\$16,000.00
1st December 1952.....	x 17,000.00
1st December 1953.....	x 17,500.00
1st December 1954.....	x 18,000.00
1st December 1955.....	x 18,500.00
1st December 1956.....	x 19,000.00
1st December 1957.....	x 20,000.00
1st December 1958.....	x 20,500.00
1st December 1959.....	x 21,000.00
1st December 1960.....	x 21,500.00
1st December 1961.....	8,500.00

1er déc. 1962.....	9,000.00
1er déc. 1963.....	9,500.00
1er déc. 1964.....	10,000.00
1er déc. 1965.....	10,500.00
1er déc. 1966.....	11,000.00
1er déc. 1967.....	11,500.00
1er déc. 1968.....	11,500.00
1er déc. 1969.....	12,000.00
1er déc. 1970.....	12,500.00

1st December 1962.....	9,000.00
1st December 1963.....	9,500.00
1st December 1964.....	10,000.00
1st December 1965.....	10,500.00
1st December 1966.....	11,000.00
1st December 1967.....	11,500.00
1st December 1968.....	11,500.00
1st December 1969.....	12,000.00
1st December 1970.....	12,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$131,310.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en dix versements de \$13,131 chacun de 1951 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à une banque à charte dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Sorel.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi le 4 juin 1951, à 4 heures p.m., au bureau de la commission scolaire, à l'Hôtel de Ville de Sorel.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cité de Sorel (Comté de Richelieu), ce 15ième jour de mai 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
THÉODORE BARDIER.

Hôtel de Ville,
Sorel, Québec.

30158-0

Province de Québec

VILLAGE DE VILLE-MARIE
(Comté de Témiscamingue)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, R.-A. Tasset, secrétaire-trésorier, C.P. 279, Ville-Marie, comté de Témiscamingue, jusqu'à 8 heures p.m., lundi le 4 juin 1951, pour l'achat de \$50,000 d'obligations de la municipalité du village de Ville-Marie, datées du 1er mai 1951 et remboursables par séries du 1er mai 1952 au 1er mai 1966 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 4% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$50,000 — 15 ans

Année	Capital
1er mai 1952.....	\$2,500.00
1er mai 1953.....	2,500.00
1er mai 1954.....	3,000.00
1er mai 1955.....	3,000.00
1er mai 1956.....	3,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$131,310.00 granted by the Provincial Secretary and payable in ten instalments of \$13,131 each, from 1951 to 1960 inclusively will be received and applied to the use of this loan.

Capital and interest are payable at a chartered bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Sorel.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption is partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Monday, the fourth day of June, 1951, at four o'clock in the afternoon at the School Commission Office, City Hall Sorel.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

City of Sorel, (County of Richelieu), this 15th day of May, 1951.

THÉODORE BARDIER,
Secretary-Treasurer,

City Hall,
Sorel, Quebec.

30158

Province of Quebec

VILLAGE OF VILLE-MARIE
(County of Témiscamingue)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, R.A. Tasset, secretary-treasurer, P.Q. Box 279, Ville-Marie, county of Témiscamingue, up to eight o'clock in the evening, Monday, the 4th day of June, 1951, for the purchase of \$50,000 of bonds of the municipality of the village of Ville-Marie, dated the 1st of May, 1951, and redeemable serially from the 1st of May, 1952, to the 1st of May, 1966 inclusively, with interest at a rate not exceeding 4% per annum payable semi-annually the 1st of May and 1st of November of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$50,000 — 15 years

Year	Capital
1st May 1952.....	\$2,500.00
1st May 1953.....	2,500.00
1st May 1954.....	3,000.00
1st May 1955.....	3,000.00
1st May 1956.....	3,000.00

1er mai 1957	3,000.00	1st May 1957	3,000.00
1er mai 1958	3,000.00	1st May 1958	3,000.00
1er mai 1959	3,500.00	1st May 1959	3,500.00
1er mai 1960	3,500.00	1st May 1960	3,500.00
1er mai 1961	3,500.00	1st May 1961	3,500.00
1er mai 1962	3,500.00	1st May 1962	3,500.00
1er mai 1963	4,000.00	1st May 1963	4,000.00
1er mai 1964	4,000.00	1st May 1964	4,000.00
1er mai 1965	4,000.00	1st May 1965	4,000.00
1er mai 1966	4,000.00	1st May 1966	4,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Ville-Marie, comté de Témiscamingue.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le lundi 4 juin 1951 à 8 heures p.m., à l'endroit ordinaire des séances du conseil, à Ville-Marie.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville-Marie (Comté de Témiscamingue), ce 16 mai 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
R.-A. TASSET,
C. P. 279, Ville-Marie,
30171-o (Comté de Témiscamingue), Qué.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Ville-Marie, county of Témiscamingue.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under the authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, the 4th of June, 1951, at eight o'clock in the evening, at the usual meeting place of the Council, at Ville-Marie.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Ville-Marie (County of Témiscamingue), this 16th day of May, 1951.

R. A. TASSET,
Secretary-Treasurer,
P. O. BOX 279, Ville-Maire,
(County of Témiscamingue), Que.

Ventes—Loi de faillite

4392-F.

Avis de vente à l'enchère publique dans l'affaire de Albert Veilleux, (Le Marché Moderne Enrg.) Saint-Georges-Ouest, Co. Beauce.

Le syndic soussigné vendra à l'encan public en détail, à la porte de l'église à Saint-Georges Ouest, comté de Beauce, MERCREDI, le SIX JUIN, 1951, à DIX heures de l'avant-midi, l'actif immobilier ci-après décrit:

1. Un emplacement ayant 65 pieds anglais de largeur sur la profondeur qu'il y a entre la Rivière Chaudière au nord-est et le chemin public au sud-ouest borné au Nord-ouest à Hormidas Veilleux et au sud-est à Amédée Dionne ou à ses représentants, ledit emplacement étant partie du lot numéro soixante-quinze du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Georges, Co. Beauce, avec bâtisse, circonstances et dépendances, exception faite de la bâtisse appartenant à Paul Émile Fortier, \$14,800.00

2. Deux lots à bâtir numéros quatre-vingt-douze, fraction soixante-treize et quatre-vingt-douze, fraction soixante-quinze (92-73 & 92-75) du cadastre de la paroisse de Saint-Georges, en le comté de Beauce.

L'immeuble en premier lieu décrit et désigné devant être vendu comme un tout et les deux immeubles mentionnés en second lieu devant être eux aussi vendus comme un tout.

Sales—Bankruptcy Act

4392-F.

Notice of sale by public auction, in the matter of Albert Veilleux (Le Marché Moderne Enrg.) Saint-George West, county of Beauce.

The undersigned trustee will sell, by public auction, retail, at the church door of Saint Georges West, county of Beauce, on WEDNESDAY, JUNE the SIXTH, 1951, at TEN o'clock in the forenoon, the immovable assets hereinafter described:

1. An emplacement measuring 65 feet in width, English measure, by the depth which exists between the Chaudière River on the northeast and the public road on the southwest, bounded on the northwest by Hormidas Veilleux and on the southeast by Amédée Dionne or his representatives, said emplacement being part of lot number seventy-five of the official cadastre for the parish of Saint Georges, Co. of Beauce, — with buildings, circumstances and dependencies, with the exception of the building belonging to Paul Émile Fortier. \$14,800.00

2. Two buildings lots numbers ninety-two, fraction seventy-three and ninety-two, fraction seventy-five (92-73 & 92-75) of the cadastre for the parish of Saint-Georges, in the county of Beauce.

The immovable firstly described and designated to be sold as one whole and the two immovables secondly mentioned also to be sold as one whole.

3. Le syndic vendra dans l'établissement du débiteur le même jour à 11.00 heures de l'avant-midi tout l'actif mobilier ci-après décrit:

3 frigidaires, une chambre froide démontable, tablettes de magasin démontables, 2 balances électriques, 1 balayeuse électrique, 1 tranche-viande, 1 hache viande, 1 scie à viande Biro, une presse saucisse, 8 voiturettes, 20 paniers en métal, 2 blocs à viande, 1 chaise de comptoir, 3 boîtes de téléphone, 2 rouleaux à papier, 1 auvent, 1 table à découper, 24 plats à viande, 1 scie à main et divers ustensiles.

Le tout d'une valeur de \$13,925.73 à vendre sujet aux liens existants.

Conditions: comptant.

La place d'affaires sera ouverte pour inspection les 4 et 5 juin de 9.00 hres à 5.00 hres p.m.

Pour autres informations, s'adresser au bureau du syndic soussigné.

Lévis, le 28ième jour d'avril 1951.

Le Syndic,
LOUIS ROBERT RUEL.

Bureaux:

107 rue Commerciale, Lévis, P.Q.

30057-18-2-0

3. The trustee shall sell in the establishment of the debtor, the same day, at 11 o'clock in the forenoon, all the movable assets hereinafter described:

3 frigidaires, onemovable cold room, movable store shelves, 2 electric scales, 1 electric sweeper, 1 meat slicer, 1 meat chopper, 1 Biro meat saw, 1 sausage press, 8 little carts, 20 metal baskets, 2 meat blocks, 1 counter seat, 3 telephone boxes, 2 papers rollers, 1 awning, 1 carving table, 24 meat dishes, 1 hand-saw and divers utensils.

The whole of a value of \$13,925.73 to be sold subject to existing liens.

Conditions: Cash.

The place of business will be open for inspection on the 4th and 5th of June from 9 o'clock tp 5 o'clock P.M.

For other conditions, apply to the office of the undersigned trustee.

Lévis, this 28th day of April, 1951.

LOUIS ROBERT RUEL,
Trustee.

Offices:

107 Commerciale Street, Lévis, P.Q.

30057-18-2

Canada, Province de Québec, District d'Arthabaska, N° 15, Cour Supérieure (en matière de faillite).

Dans l'affaire de Bertrand Beaudoin, restaurateur, faisant affaires seul sous les nom et raison sociale de "Restaurant la Flèche d'Or", à Drummondville, Qué., cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement situé en la Ville de Drummondville avec bâtisse y érigée, ayant front sur le Boulevard Bernard, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du Canton Grantham, sous les numéros quatre-vingt-Quinze et Quatre-vingt-seize de la subdivision officielle du lot originaux numéro cent trente-six A (136.4-95 et 96) circonstances et dépendances;

Sera vendu suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le District d'Arthabaska, en matière de faillite, rendu le vingt-quatre avril mil neuf cent cinquante et un, portant le N° 74F des dossiers de la dite Cour, aux Enchères Publiques, de manière à donner à cette vente l'effet du décret, conformément aux prescriptions de l'Article Quarante-cinq de la loi de faillite, à la porte de l'église de Saint-Frédéric, à Drummondville, MERCREDI le VINGTIÈME jour du mois de JUIN mil neuf cent cinquante et un, à TROIS heures de l'après-midi (heure avancée de l'Est.)

Condition de vente 10% comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges d'adresser au soussigné.

19 mai, 1950.

Le Syndic,
ALBERT LAMARRE.

Du Bureau de

Lamarre & Inns,

10, est rue St-Jacques, Montréal. 30168-20-2-0

Canada, Province of Quebec, District of Arthabaska, No. 15, Superior Court (sitting in Bankruptcy).

In the matter of Bertrand Beaudoin, restaurant-keeper, carrying on business alone, under the firm name and style of "Restaurant la Flèche d'Or", at Drummondville, Que., authorized Assignor.

Public notice is hereby given that the immovable designated as follows:

An emplacement situate in the town of Drummondville, with buildings thereon erected fronting on Bernard Boulevard, known and designated on the official plan and in the book of reference for the township of Grantham, under numbers ninety-five and ninety-six of the official subdivision of the original lot number one hundred and thirty-six A (136.4-95 and 96), circumstances and dependencies.

To be sold pursuant to a judgment of the Superior Court for the District of Arthabaska, sitting in bankruptcy, rendered on the twenty-fourth of April, nineteen hundred and fifty-one, bearing N° 74F of the records of the said Court, by public auction, so as to give to this sale the effect of a Sheriff's Sale pursuant, to the provisions of section forty-five of the Bankruptcy Act, at the Saint Frederic church door, at Drummondville, on WEDNESDAY the TENTH day of the month of JUNE, nineteen hundred and fifty-one, at THREE o'clock in the afternoon (Eastern Daylight Saving Time).

Condition of Sale: 10% cash, the balance in three days.

For information and list of charges apply to the undersigned.

May 19, 1951.

ALBERT LAMARRE,
Trustee.

Of the office of

Lamarre & Inns,

10 St. James Street East, Montreal. 30168-20-2

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: } L'INDUSTRIELLE COM-
N° 57-900 } PAGNIE D'ASSU-
RANCE SUR LA VIE, corps politique et lé-
galement constitué, ayant son siège social en
la Cité de Québec, contre ROLAND LABERGE,
de la Cité de Québec, à savoir:

Partie du lot N° 82 (quatre-vingt-deux) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Dunstan du Lac Beauport, comté de Québec, étant un terrain décrit comme suit: commençant au point d'intersection de la ligne séparative des lots nos 78 et 82 (soixante-dix-huit et quatre-vingt-deux) avec la ligne nord de la route 54; delà dans une direction est le long de la dite ligne de la route 54 une distance de 223 pieds à son point d'intersection avec la ligne sud-ouest d'un chemin projeté, au coin est du lot ici décrit; delà dans une direction nord-ouest le long du dit chemin projeté jusqu'au coin nord du lot ici décrit. La distance en ligne droite entre les points est et nord est de 252 pieds. Du coin nord dans une direction sud-ouest une distance de 127 pieds et trois dixième au coin sud-ouest sur la ligne séparative des lots nos 78 et 82; delà dans une direction sud-est le long de la dite ligne séparative une distance de 191 pieds et un dixième au point de commencement; le tout mesure anglaise ayant une superficie de 29792 pieds carrés, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale, à Notre-Dame des Laurentides, comté de Québec, le HUITIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
AIMÉ DION.

Bureau du Shérif,
Québec, 1er mai 1951. 30051-18-2-o
[Première insertion: 5 mai 1951]
[Deuxième insertion: 19 mai 1951.]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, to wit: } L'INDUSTRIELLE COM-
No. 57-900 } PAGNIE D'ASSURAN-
CE SUR LA VIE, a body politic and corporate,
having its head office in the city of Québec;
against ROLAND LABERGE, of the city of
Québec, to wit:

Part of lot No. 82 (eighty-two) on the official cadastre for the parish of St-Dunstan of Lake Beauport, county of Québec, being a lot of land described as follows: starting at the point of intersection of the division line of lots Nos 78 and 82 (seventy-eight and eighty-two) with the north line of Highway No. 54; thence, in an easterly direction along the said line of Highway 54 a distance of 223 feet to its point of intersection with the southwest line of a proposal road at the east corner of the lot of land hereby described, thence in a northwesterly direction along said proposed road to the north corner of the lot hereby described. The distance in a straight line between the east and north points is 252 feet. From the north corner in a southwesterly direction a distance of 127 feet and three tenths of a foot to the southwest corner on the division line of lots Nos. 78 and 82; thence, in a southeasterly direction along the said division line a distance of 191 feet and one tenth of a foot to the starting point; the whole English measure having a superficial area of 29792 square feet — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parish church door of Notre-Dame des Laurentides, county of Québec, on the EIGHTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, May 1st, 1951. 30051-18-2-o
[First insertion: May 5, 1951]
[Second insertion: May 19, 1951]

RIMOUSKI

En la Cour d'Échiquier du Canada
N° 31,585 } DANS l'affaire de la loi de l'IM-
PÔT SUR LE REVENU et
amendements, LE ROI, vs OMER DUBÉ,
Lac-au-Saumon, district de Rimouski, Province
de Québec.

Le lot N° P.33, Rang I du canton Humqui, Lac-au-Saumon, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Lac-au-Saumon le TRENTE MAI 1951, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
CHARLES GARON.

30012-17-2-o
[Première insertion: 28 avril 1951]

RIMOUSKI

In the Exchequer Court of Canada
No. 31,585 } IN the matter of the INCOME
TAX ACT and amendments.
THE KING vs OMER DUBÉ, Lac-au-Saumon,
district of Rimouski, Province of Québec.

Lot No. P.33, Range 1, of the township Humqui, Lac-au-Saumon—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Lac-au-Saumon, on the THIRTIETH day of MAY, 1951, at TWO o'clock in the afternoon.

CHARLES GARON,
Sheriff.

30012-17-2
[First insertion: April 28, 1951]

ROUYN-NORANDA

Canada, Province de Québec
Cour de Magistrat, à Rouyn

District de Rouyn-Noranda. N° 11743

CAMILLE BEAULIEU, domicilié à Rouyn, P.Q., demandeur, vs ALFRED CHOUINARD, de la Paroisse de St. Augustin de Montbeillard, P.Q., défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur :

Les lots numéros 57 et 58 du Rang II du canton Dufay, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, mais distraits de la vente la partie ci-après mentionnée :

"La partie ouest des deux lots de terre désignés sous le numéros cinquante-sept et cinquante-huit (57 et 58) rang II (deux) du cadastre officiel pour le canton Dufay, mesurant 210 pieds de largeur en sens est-ouest, sur la largeur des deux lots sus-mentionnés, borné, ce lopin de terre, au nord par le lot soixante-deux, rang trois, canton Dufay, à l'est par le résidu desdits lots cinquante-sept et cinquante-huit, au sud par le lot cinquante-neuf, et à l'ouest par le résidu desdits lots réservés à la Couronne comme terrain en bordure d'un lac navigable et flottable sur une profondeur de cent quatre-vingt-dix-huit pieds à partir du lac."

Pour être vendu à la porte de l'Eglise, de St-Augustin de Montbeillard, P.Q., le VINGTIÈME jour de JUIN 1951, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
J. H. CHARBONNEAU.

Bureau du Shérif,
Rouyn, le 14 mai 1951. 30156-20-2
[Première insertion le 19 mai 1951]

ROUYN-NORANDA

Canada, Province of Quebec,
Magistrate's Court, at Rouyn

District of Rouyn-Noranda. No. 11743

CAMILLE BEAULIEU, domiciled at Rouyn, P.Q., plaintiff; vs ALFRED CHOUINARD, of the parish of St. Augustin de Montbeillard, P.Q., defendant.

Seized as belonging to the defendant:

Lots numbers 57 and 58 of range II of the township Dufay, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, but to be deducted from the sale, the part hereinafter mentioned:

"The west part of two lots of land, designated under numbers fifty-seven and fifty-eight (57 and 58) of range II (two), on the official cadastre for the township Dufay, measuring 210 feet in width from east to west, by the width of the two lots above mentioned, said parcel of land bounded on the north by lot sixty-two, range three, township Dufay, on the east by the residue of said lots fifty-seven and fifty-eight, on the south by lot fifty-nine and on the west by the residue of said lots reserved by the Crown as borderland of a navigable and floatable lake by a depth of one hundred and ninety-eight feet starting from the lake."

To be sold at the church door of St-Augustin, de Montbeillard, P.Q., on the TWENTIETH day of JUNE, 1951, at TWO o'clock in the afternoon.

J. H. CHARBONNEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.

Rouyn, May 14, 1951. 30156-20-2
[First insertion: May 19, 1951]

Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 20

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Pépin vs Désilets 1506

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

497 — Concernant le permis de circulation sur les terres de la Couronne, entre le 19 mai et 15 novembre 1951. 1507

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1487

AVIS DIVERS:

Association des Employés de Standard Felt Products Limited — Association of Employees of Standard Felt Products Limited (Formation) 1507

Bevcourt Gold Mines Limited (Directeurs) 1509

Club Automobile Beauce-Dorchester, Inc. (Règlements) 1507

Coopérative d'Électricité du comté de Matane (Fondation) 1508

La Ligue Patronale des Boulangers Indépendants (Terminée) 1508

L'Association Canadienne des Travailleurs du Ciment, Local N° 1 (Terminée) 1508

St-Onge & Fournier Inc. (Directeurs) .. 1507

Index of the Quebec Official
Gazette, No. 20

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Pépin vs Désilets 1506

ORDER IN COUNCIL:

497 — Concerning travel permits on Crown Lands between May 19th and November 15th, 1951. 1507

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1487

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association of Employees of Standard Felt Products Limited — Association des Employés de Standard Felt Products Limited (Formation) 1507

Bevcourt Gold Mines Limited (Directors) 1509

Club Automobile Beauce-Dorchester, Inc. (By-laws) 1507

Coopérative d'Électricité du comté de Matane (Foundation) 1508

La Ligue Patronale des Boulangers Indépendants (Terminated) 1508

L'Association Canadienne des Travailleurs du Ciment, Local No. 1 (Terminated) 1508

St-Onge & Fournier Inc. (Directors) .. 1507

Syndicat National des Employés du Veneur de St-Léonard (Formation)...	1509	Syndicat National des Employés du Veneur de St-Léonard (Formation)...	1509
Union of the Employees of Mack Trucks of Canada Limited (Terminée).....	1509	Union of the Employees of Mack Trucks of Canada Limited (Terminated).....	1509
Verdun Police and Firemen's Amateur Athletic Association (Règlements)...	1508	Verdun Police and Firemen's Amateur Athletic Association (By-laws).....	1508

CHARTES — ABANDON DE:

Albert Gauthier Inc.	1509
Clement's Market Inc.	1509
J. F. Robillard Inc.	1510
Mont Tremblant Resorts Limited.	1510
Teen-O-Miss Inc.	1510
United Converters Inc.	1510

COMPAGNIES DISSOUTES:

Canadian and Foreign Investors Limited	1510
Costume Regional, Inc.— Regional Costume, Inc.	1510
Highland Ski Tows Limited	1511
La Compagnie de distribution Électrique de Témiscouata Limitée.	1511
Marwest Trading & Holdings Limited.	1511
New Select Restaurant Inc.	1511
South Centremaque Gold Mines Limited	1512
Wigwam Leather Goods Inc.	1512

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Aylwin (Protestante).....	1512
Blue-Sea-Lake.	1513
Centrale protestante du comté de Missisquoi.....	1515
Centrale protestante Macdonald.....	1516
Chaudière.....	1513
Hauterive.....	1514
St-Aimé-des-Lacs	1513
St-Anne-de-Bellevue (Protestante) ..	1513
St-Étienne-de-Chelsea (Protestante) ..	1514
St-Marthe-sur-le-Lac	1515
St-Mathieu de Belœil (Protestante) ...	1514

TRAVAIL:

Industrie de la construction, région de Québec (Modification).....	1521
Fabrication et commerce de gros des produits de l'alimentation dans les cités de Québec, Lévis, etc. (Modification)	1523
L'Association Patronale du commerce de Québec, Inc. (Avis).....	1516

TRÉSOR:

Achat par anticipation.....	1524
-----------------------------	------

EXAMENS DU BUREAU:

Bas St-Laurent (Étude du droit).....	1524
Des Laurentides (pratique).....	1524

GREFFES DE NOTAIRES:

Duval, Étienne, en faveur de.	1525
Sansfaçon, Aimé, en faveur de.	1525

LETTRES PATENTES:

Anchor Investments Limited	1488
----------------------------------	------

CHARTERS — SURRENDER OF:

Albert Gauthier Inc.	1509
Clement's Market Inc.	1509
J. F. Robillard Inc.	1510
Mont Tremblant Resorts Limited.	1510
Teen-O-Miss Inc.	1510
United Converters Inc.	1510

COMPANIES DISSOLVED:

Canadian and Foreign Investors Limited	1510
Costume Regional, Inc.— Regional Costume, Inc.	1510
Highland Ski Tows Limited.	1511
La Compagnie de Distribution Électrique de Témiscouata Limitée.	1511
Marwest Trading & Holdings Limited.	1511
New Select Restaurant Inc.	1511
South Centremaque Gold Mines Limited	1512
Wigwam Leather Goods Inc.....	1512

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

School Municipality of:

Aylwin (Protestant).....	1512
Blue-Sea-Lake.	1513
Missisquoi County Protestant School Board	1515
Macdonald Protestant Central School Board	1516
Chaudière.....	1513
Hauterive.....	1514
St-Aimé-des-Lacs	1513
St-Anne-de-Bellevue (Protestant)	1513
St-Étienne-de-Chelsea ((Protestant)) ..	1514
St-Marthe-sur-le-Lac	1515
St-Mathieu de Belœil (Protestant)	1514

LABOUR:

Construction industry, district of Quebec (Amendment).....	1521
Food products manufacturing and wholesale trade in the cities of Quebec, Lévis, etc. (Amendment)...	1523
L'Association Patronale du Commerce de Québec, Inc. (Notice).....	1516

TREASURY:

Notice of Redemption.	1524
----------------------------	------

BAR EXAMINATIONS:

Lower St. Lawrence (Study of law)....	1524
Des Laurentides (practice).....	1524

NOTARIAL RECORDS:

Duval, Étienne, in favour of	1525
Sansfaçon, Aimé, in favour of	1525

LETTERS PATENT:

Anchor Investments Limited	1488
----------------------------------	------

Association des Industriels de Rimouski	1489	Association des Industriels de Rimouski.	1489
Association des Propriétaires de Chevaux de Course Sous Harnais — The Association of Owners of Harness Race Horses	1489	The Association of Owners of Harness Race Horses — Association des Propriétaires de Chevaux de Course Sous Harnais	1489
Atta Girl Frocks Limited	1489	Atta Girl Frocks Limited	1489
Atelier Bureau Limitée	1490	Atelier Bureau Limitée	1490
Baieville Wandering Foot Ltd.	1490	Baieville Wandering Foot Ltd.	1490
Binet & Turgeon Ltée.	1490	Binet & Turgeon Ltée.	1490
Brochu et Fils Ltée.	1491	Brochu et Fils Ltée.	1491
Century Builders Ltd.-Ltée.	1491	Century Builders Ltd.-Ltée.	1491
Charest & Frères Ltée.	1491	Charest & Frères Ltée.	1491
Cinéma Loma Inc.	1492	Cinéma Loma Inc.	1492
Convention Furs Inc.	1492	Convention Furs Inc.	1492
Dependable Knitting Co. Ltd.	1492	Dependable Knitting Co. Ltd.	1492
D. H. Grosvenor Inc.	1493	D. H. Grosvenor Inc.	1493
Dibblee-Chase Tools Limited.	1493	Dibblee-Chase Tools Limited.	1493
Doncar Investments Inc.	1493	Doncar Investments Inc.	1493
Dorval Automobile Transport Ltd.	1494	Dorval Automobile Transport Ltd.	1494
Drummond Taylor Company Limited	1494	Drummond Taylor Company Limited	1494
Duplex Window Attachment, Ltd.	1494	Duplex Window Attachment, Ltd.	1494
East & Masson Inc.	1495	East & Masson Inc.	1495
Flor-O-Lac Co. Ltd.	1495	Flor-O-Lac Co. Ltd.	1495
Héras Richard & Fils Ltée.	1495	Héras Richard & Fils Ltée.	1495
Jewish Convalescent Home of Montreal Inc.	1496	Jewish Convalescent Home of Montreal Inc.	1496
Josef Aron Inc.	1496	Josef Aron Inc.	1496
J. Robert Boisvert et Fils Limitée	1497	J. Robert Boisvert et Fils Limitée	1497
Keen Cartage Co. Ltd.	1497	Keen Cartage Co. Ltd.	1497
La Cie de Construction de Matapédia	1497	La Cie de Construction de Matapédia	1497
La Cie d'Expansion Industrielle de Rigaud Ltée.	1497	La Cie d'Expansion Industrielle de Rigaud Ltée.	1497
Lantern Inn Inc.	1498	Lantern Inn Inc.	1498
L'Association des Chemins d'Hiver de Ste-Gertrude	1498	L'Association des Chemins d'Hiver de Ste-Gertrude	1498
L'Association des Livreurs de Lait du Saguenay Limitée.	1499	L'Association des Livreurs de Lait du Saguenay Limitée.	1499
Le Comité d'Entretien des Chemins d'Hiver des Deuxième et Quatrième Rangs de St-Pascal, comté de Kamouraska Inc.	1499	Le Comité d'Entretien des Chemins d'Hiver des Deuxième et Quatrième Rangs de St-Pascal, Comté de Kamouraska Inc.	1499
Le Comité des Chemins d'Hiver du Lac Sorcier	1499	Le Comité des Chemins d'Hiver du Lac Sorcier	1499
Lewis Brothers Asphalt Paving Limited	1500	Lewis Brothers Asphalt Paving Limited	1500
Make — Ur — Price Auto Sales Ltd.	1500	Make — Ur — Price Auto Sales Ltd.	1500
Martel Express Limitée.	1500	Martel Express Limitée.	1500
Martin & Frères Limitée, Limited	1501	Martin & Frères Limitée, Limited	1501
Merryn and Ogilvie Inc.	1501	Merryn and Ogilvie Inc.	1501
Metal Powders Limited.	1501	Metal Powders Limited.	1501
Playgirl Inc.	1502	Playgirl Inc.	1502
Prudential Garage Limited.	1502	Prudential Garage Limited.	1502
Quality Fur Dyeing (Canada) Corp.	1502	Quality Fur Dyeing (Canada) Corp.	1502
Ranger Motor Sales Ltd.-Ltée.	1503	Ranger Motor Sales Ltd.-Ltée.	1503
Redgemont Corporation Limited.	1503	Redgemont Corporation Limited.	1503
Rosefrede Furs Ltd.	1503	Rosefrede Furs Ltd.	1503
Rouyn Metal Corporation	1504	Rouyn Metal Corporation	1504
Royal Potato Chips Limitée — Limited	1504	Royal Potato Chips Limitée — Limited	1504
St-Pierre Garage Limitée	1504	St-Pierre Garage Limitée	1504
S. R. Wolff Corp.	1505	S. R. Wolff Corp.	1505
The Potters' Inc.	1505	The Potters' Inc.	1505
Town House Inc.	1505	Town House Inc.	1505
Transport Décarie Limitée — Décarie Transport Limited	1506	Décarie Transport Limited — Transport Décarie	1506
Yamaska Villiard Construction Inc.	1506	Yamaska Villiard Construction Inc.	1506

PROCLAMATION:

Concernant l'annexion d'un certain territoire à la municipalité du canton Langelier, comté de Champlain. 1525

SIÈGES SOCIAUX:

Anjar Realty Corporation. 1527
 Association Industrielle de Ville St-Laurent 1527
 Century Builders Ltd.-Ltée. 1526
 Flor-O-Lac Co. Ltd. 1527

PROCLAMATION:

Respecting the annexion of a certain territory to the municipality of the township Langelier, county of Champlain. 1525

HEAD OFFICES:

Anjar Realty Corporation. 1527
 Association Industrielle de Ville St-Laurent 1527
 Century Builders Ltd.-Ltée. 1526
 Flor-O-Lac Co. Ltd. 1527

Lino-Power, Ltée	1527	Lino-Power, Ltée	1527
Make — Ur — Price Auto Sales Ltd. . .	1527	Make — Ur — Price Auto Sales Ltd. . .	1527
Tor American Oils Limited.	1528	Tor American Oils Limited.	1528

SOUSSIONS:

Grande Fresnière, Commissaires des Écoles Protestantes de la municipa- lité scolaire de.	1528
Sorel, com. scol. de la cité de.	1529
Ville-Marie, village.	1530

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Beaudoin, Bertrand	1532
Veilleux, Albert.	1531

VENTES PAR SHÉRIFS:

QUÉBEC:

L'Industrielle Compagnie d'Assurance sur la Vie vs Laberge.	1533
---	------

RIMOUSKI:

Le Roi vs Dubé.	1533
----------------------	------

ROUYN-NORANDA:

Beaulieu vs Chouinard.	1534
-----------------------------	------

30175-o

TENDERS:

Grande Fresnière, Protestant School Commissioners for the School muni- cipality of.	1528
Sorel, School Comm. of the city of.	1529
Ville-Marie, village.	1530

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Beaudoin, Bertrand	1532
Veilleux, Albert.	1531

SHERIFFS' SALES:

QUÉBEC:

L'Industrielle Compagnie d'Assurance sur la Vie vs Laberge.	1533
---	------

RIMOUSKI:

The King vs Dubé.	1533
------------------------	------

ROUYN-NORANDA:

Beaulieu vs Chouinard.	1534
-----------------------------	------

30175-o

